

Inades-Formation
Servir le bien commun

RAPPORT ANNUEL 2015



LE RESEAU INADES-FORMATION

Notre mission

Inades-Formation est une organisation non gouvernementale (ONG) panafricaine qui s'est fixée pour mission de **travailler à la promotion sociale et économique des populations**, en accordant une importance toute particulière à leur **participation libre et responsable à la transformation de leurs sociétés**.

Le réseau Inades-Formation intervient à partir de 10 pays où sont implantés ses associations nationales à savoir Inades-Formation Burkina, Inades-Formation Burundi, Inades-Formation Cameroun, Inades-Formation Côte d'Ivoire, Inades-Formation Kenya, Inades-Formation RD Congo, Inades-Formation Rwanda, Inades-Formation Tanzanie, Inades-Formation Tchad et Inades-Formation Togo.

Le secrétariat général de l'institution est basé à Abidjan.

Nos axes de travail et public cible

Les différents projets et activités d'Inades-Formation sont formés autour des cinq axes de travail suivants :

- La promotion de l'agriculture Familiale ;
- Le financement du monde rural ;
- La gestion des ressources naturelles ;
- La décentralisation et le développement local ;
- L'influence des politiques de développement.

Le public cible d'Inades-Formation est constitué des populations défavorisées et plus particulièrement les jeunes, les femmes et les hommes vivant en milieu rural et les organisations paysannes.

Notre méthode d'intervention

Inades-Formation accompagne les Dynamiques Organisationnelles Paysannes. Notre méthode d'intervention est une approche de développement intégrée et participative, dont le but est de stimuler et d'accompagner un processus de changement social, économique et politique, que les paysans et paysannes initient, gèrent et contrôlent.

L'accompagnement se fait en situation paysanne dans les villages à travers des ateliers de réflexion, des sessions de formation, des appuis conseils, des voyages d'études et d'échanges, des mises en contact, des visites de suivi, des théâtres forum, des cours par correspondance, etc.

Un travail soutenu de lobbying et de plaidoyer est entrepris, en vue d'influencer les politiques de développement en faveur du développement du monde rural dans un contexte de mondialisation des économies et de libéralisation du commerce international des produits agricoles.

Comme élément d'appui à l'accompagnement, Inades-Formation entreprend des études et recherches dans les domaines économique et social sur le continent africain et publie une variété de documents de recherche, de réflexion prospective et de manuels pratiques, destinés aux paysans et paysannes et aux acteurs de développement.

De manière générale, à travers l'accompagnement des dynamiques organisationnelles paysannes, Inades-Formation vise le renforcement des capacités des paysans et paysannes à :

- s'auto-organiser et à gérer le travail en groupe,
- être de véritables acteurs de leur développement,
- accéder aux ressources stratégiques, à les valoriser et à les contrôler,
- prendre en main les différents aspects techniques de leurs activités de développement économique et social,
- défendre leurs droits et leurs intérêts stratégiques,
- prendre en compte les rapports de pouvoir entre les catégories sociales.

RAPPORT D'ACTIVITES 2015

Inades-Formation
08 B.P. Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
inadesformation.sg@inadesfo.net
www.inadesfo.net

SOMMAIRE

Remerciements	04
Message du président	05 - 06
I. Promotion de l'agriculture familiale	07 - 17
II. Microfinance communautaire	18 - 23
III. Gestion communautaire des ressources naturelles	24 - 27
IV. Décentralisation et développement local	28 - 30
V. Plaidoyer et influence des politiques	31 - 32
VI. Etudes et Publications	33 - 34
VII. Vie associative	35 - 38
VIII. Bilan financier	39 - 40

SIGLES ET ABREVIATIONS

AG	: Assemblée générale
AGI	: Assemblée générale internationale
AIV	: African indigenous vegetable (Légumes traditionnels africains)
AN	: Association nationale
BN	: Bureau national
CAI	: Conseil d'administration international
ECAGRI	: Entreprenariat collectif agricole
FONSDEV	: Fonds de solidarité pour le développement
GIC	: Groupe d'initiative communale
GEC	: Groupement d'épargne et de crédit
OP	: Organisations paysannes - Organisation des producteurs
OSC	: Organisations de la société civile
PADAT	: Projet d'Appui au Développement Agricole du Togo
SG	: Secrétariat Général
SIM	: Système d'information sur le marché
TOSCI	: institut officiel de certification des semences de Tanzanie

REMERCIEMENTS

Inades-Formation a pu poursuivre et consolider son action durant l'année 2015, grâce au soutien financier, matériel et humain de ses partenaires. Nous tenons à remercier tous ces partenaires.

Nos remerciements s'adressent particulièrement à :

Allemagne

- Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe, Evangelische Zentralstelle für Entwicklungshilfe, Bischöfliches Hilfswerk Misereor,
- EED

Belgique

- Broederlijk-Delen/Agcd.

Canada

- Crdi, Développement et Paix, USC-Canada, Inter-Pares.

Espagne

- Alboan, Entreculturas, Forum rural mondial, Manos Unidas, Proclade et le Gouvernement basque.

France

- Agence Française de Développement (AFD), Coopération française,
- Comité catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD- Terre Solidaire).

Pays-Bas

- Cordaid
- CTA.

Suisse

- Swissaid.

USA

- Fondation New Field.

Aide multilatérale

- Les organisations internationales : Pnud, Unicef, Union européenne, Fida.
- Les associations qui mettent des volontaires à notre disposition : l'Ageh, Ded.

Les donateurs privés

Nous voulons aussi témoigner notre gratitude à tous ceux qui, individuellement, nous soutiennent par des dons de toutes sortes.

Dans nos pays d'implantation

Les autorités des dix pays où Inades-Formation est implanté, qui accueillent et facilitent son action et, plus particulièrement, les autorités ivoiriennes qui aident, de multiples manières à la bonne marche du Secrétariat général à Abidjan.

Nos partenaires de travail

Enfin, nous disons merci à tous ceux qui travaillent avec nous sur le terrain : les paysannes, paysans et leurs organisations, les missions religieuses, les Ong et les organisations publiques et privées de développement.

Inades-Formation au service du bien commun



M. Lambert MIMPIYA, PCAI
d'Inades-Formation

Dans sa quête constante d'apporter des appuis adaptés à ses groupes cibles, Inades-Formation prend régulièrement du recul pour réfléchir sur sa mission, son approche de travail et ses modalités d'action.

C'est ainsi que l'institution s'est lancée à la recherche d'une signature qui puisse bien la définir et fédérer l'ensemble du réseau.

Le choix du réseau s'est, en fin de compte, porté sur « Servir le bien commun ».

Bien plus qu'un slogan, « Servir le bien commun » traduit pleinement la philosophie de développement intégral de l'homme et de tout homme qui est au centre de la mission d'Inades-Formation.

Le combat d'Inades-Formation pour une société plus juste, plus équitable et maîtresse de son destin adresse les grandes problématiques de développement de l'Afrique, des problématiques qui s'étendent d'ailleurs au-delà de l'Afrique pour atteindre l'échelle mondiale.

Ces grandes problématiques sont entre autres, la pauvreté de plus en plus grandissante d'une majorité face à une minorité toujours plus riche qui concentre les richesses mondiales entre ses mains ; les menaces sur la souveraineté alimentaire des Etats africains que font peser les multinationales qui tentent de contrôler l'alimentation mondiale ; l'exploitation abusive des ressources naturelles entraînant le changement climatique et compromettant les intérêts des générations futures ; la privatisation du vivant privant un grand nombre de la jouissance des dons de la nature ; l'accaparement des terres en Afrique expropriant les populations de leurs moyens

d'existence, etc.

Dans ce contexte, une question urgente se pose - comment ne pas laisser de côté la grande majorité des populations dans la course dite au développement ?

« Servir le bien commun » est donc la réponse qu'Inades-Formation propose pour garantir un mieux vivre ensemble.

En d'autres termes, Inades-Formation pense que les efforts de développement aujourd'hui doivent tous converger vers la création d'un « ensemble de conditions sociales permettant à la personne d'atteindre mieux et plus facilement son plein épanouissement ¹ ».

Ainsi compris, les efforts de développement doivent désormais être orientés vers la transformation des sociétés humaines basée sur un système de valeurs solides permettant plus de convivialité entre humains et une coexistence harmonieuse entre l'Homme et la nature.

Dans cet élan, « le bien commun » comme valeur morale intègre la conception d'une société basée sur l'inclusion, le partage, la participation, la collaboration de pair à pair, le respect et la valorisation des différences.

Le bien commun fait primer l'intérêt général sur l'intérêt particulier, le collectif sur l'individu, la coopération sur la compétition, l'usage sur la possession². Le bien commun implique une forte notion de solidarité et conscience de l'autre qui ne se limite ni à sa propre communauté, ni à son pays, mais embrasse la planète tout entière et tient compte des générations futures.

Pour Inades-Formation « Le bien commun » est un énoncé de l'idéal et la finalité vers lequel convergent désormais ses efforts et ses combats.

Ainsi, Inades-Formation s'engage à travailler pour l'avènement d'une société dans laquelle :

- tous vivent dignement et où chaque membre a à cœur d'œuvrer pour l'intérêt général ;
- les communautés développent elles-mêmes les normes et règles du vivre ensemble en bonne

¹ Mater et magistra 65 (1961)

² http://docs.eclm.fr/pdf_annexe/AssociationsCitoyennesPour-Demain-LeBienCommun.pdf

intelligence ;

- la solidarité est manifeste, les membres des communautés et les communautés entre elles sont au service les uns des autres, au service de l'intérêt général, de la justice sociale, de l'inclusion sociale.

En s'engageant à servir le bien commun, Inades-Formation choisit spécifiquement de consacrer tous ses efforts, énergies et ressources à :

- s'assurer que « les biens communs » sont mis au service du bien-être de tous ;
- stimuler et soutenir la construction des biens communs pour le bien-être de tous.

C'est la quintessence du projet de société d'Inades-Formation.

Chaque acteur du réseau, à quelque niveau qu'il soit, est donc invité à faire sien cet engagement et à lui donner une réalité concrète.

Au-delà d'Inades-Formation, le développement au service du bien commun nous l'espérons, deviendra le point de rencontre entre tous les acteurs du développement pour que demain soit meilleur pour l'humanité et en particulier, pour les peuples en Afrique.



Formation/ Apprentissage des pairs agriculteurs

I. PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Le réseau Inades-Formation s'est engagé dans la promotion des systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale. Des systèmes alimentaires qui :

- *produisent durablement et rendent accessible, en quantité et qualité suffisantes, des ressources pour l'alimentation saine, tant dans les villes que dans les campagnes ;*
- *exploitent le patrimoine naturel (terres, semences, eau, forêts, etc.) de manière responsable pour le bien-être commun et l'entretien soigneusement pour le transmettre aux générations futures ;*
- *promeuvent le bien-être et la dignité de tous et de toutes - producteurs, transformateurs, commerçants, consommateurs, ruraux et urbains, hommes et femmes ;*
- *privilégient l'auto-détermination et le contrôle politique, social et économique par tous ceux qui y prennent part et qui en vivent.*

Ainsi, dans tous les pays du réseau, les agents d'Inades-Formation s'attèlent à renforcer les capacités des producteurs sur les itinéraires techniques, les méthodes écologiques de production; à développer les systèmes d'information sur les marchés, et à identifier et développer des cultures locales à fort potentiel.

Introduction du Système de Riziculture Intensive (SRI) à Makamba au Burundi

Inades-Formation Burundi a entamé en 2015 le projet « Appui à la production, à la valorisation et à la mise en marché des produits agricoles ». Ce projet concerne principalement les exploitations familiales agricoles et a pour



Riziculteurs au Burundi

objectif de permettre aux producteurs, organisés en coopératives, d'améliorer leur production grâce à de meilleures pratiques agricoles et de mieux commercialiser leurs produits grâce aux initiatives de conservation et de transformation.

Il vise donc l'augmentation des produits alimentaires et des revenus dans les ménages appuyés. Il contribue également au développement de l'économie locale.

Dans le cadre de ce projet, 89 personnes, techniciens et leaders paysans ont bénéficié de formations théorique et pratique sur la technique du Système de Riziculture Intensive (SRI). Les bénéficiaires de ces formations vont par la suite servir de relais pour la vulgarisation de la technique.

Le système de riziculture intensive (SRI) est une technique culturale du riz qui consiste à soumettre les semences de riz à un traitement de pré germination, puis à repiquer les plants très jeunes (moins de 15 jours) au stade des deux feuilles. Le repiquage se fait brin par brin, en carrés très espacés avec/et une multiplication de la fréquence du sarclage.

L'avantage du SRI est qu'il permet de réduire la quantité de semences par unité de surface, mais aussi d'augmenter la production suite à une augmentation du tallage qui se voit multiplié par 2 à 3 ; ce qui se traduit par une augmentation de la production jusqu'à plus de 2 tonnes de plus par hectare.

Des unités de transformation du riz, du manioc et du maïs sont en cours de construction pour permettre aux producteurs bénéficiaires de valoriser leurs produits agricoles et les vendre au juste prix.

M. HABONIMANA Rubi, producteur dans le marais de Kabo en commune Nyanza-Lac, Burundi.

« J'avais abandonné la culture de riz sur ma parcelle de 4,5 ares depuis quatre ans car je n'obtenais que 30 kg malgré les efforts fournis. J'ai suivi toutes les étapes de formation depuis la pré-germination jusqu'au repiquage mais je me suis abstenu de la pratiquer parce que je ne pouvais pas imaginer la valeur ajoutée de cette technique. Quand j'ai observé l'état végétatif du riz dans les parcelles des bénéficiaires du SRI, deux semaines seulement après le repiquage, j'ai décidé d'imiter les autres. J'ai utilisé une quantité de moins de 0.25 kg de semences et à la récolte j'ai eu 380 kg»

Des boîtes à images pour faciliter l'apprentissage des bonnes pratiques de production du sésame au Burkina Faso

La boîte à image est un outil simplifié composé d'images, qui permet de transmettre un message à un groupe d'individus. Sa particularité est de permettre à toute personne, même illettrée, de comprendre l'information qu'elle contient grâce à la représentation en image du message à passer.

Ainsi, pour enseigner aux producteurs les bonnes pratiques de production du sésame dans la région Nord du Burkina, Inades-Formation Burkina s'est appuyé sur des boîtes à images qu'il a produites à cette fin.

Le but du projet était de permettre aux organisations de producteurs de sésame d'augmenter leurs revenus, d'être auto-suffisantes sur le plan alimentaire et de contribuer à l'atteinte de la souveraineté alimentaire aux niveaux régional et national.

Afin de toucher davantage de producteurs, des conseillers agricoles endogènes ont été identifiés et formés à l'utilisation de ces boîtes à images. Ces derniers assurent le relais auprès des différents groupements de base pour les suivis - appuis - conseils et les restitutions des différentes formations aux producteurs. Ceci a permis d'atteindre près de 2000 personnes dont 894 femmes.

Par ailleurs, les messages contenus dans les boîtes à images ont été présentés sous forme de dépliants qui ont été mis à la disposition de nombreux producteurs. Des suivis - appuis - conseils ont également été effectués dans les champs.

Grâce à ces différentes actions le taux d'application des itinéraires techniques de production du sésame

a été augmenté. 54% des 2000 producteurs ont appliqué les bonnes pratiques de production du sésame en 2015 contre 42% en 2014.

Appui au développement intégré aviculture familiale féminine et culture du maïs dans la région de l'Ouest du Cameroun

Inades-Formation Cameroun

a lancé le projet « appui au développement intégré aviculture familiale féminine et culture du maïs dans la région de l'Ouest du Cameroun » dans le département du Noun depuis 2014.

Le projet a pour but de valoriser la production locale du maïs, de répondre aux besoins en poulets traditionnels de la région, de contribuer à la diversification des sources de revenus et minimiser la dégradation des terres agricoles à travers le système intégré élevage - agriculture vivrière.

Les principaux domaines d'accompagnement sont :

- L'organisation et la structuration des aviculteurs et avicultrices familiaux ;
- L'appui à la mobilisation des ressources endogènes en vue de faciliter l'approvisionnement en intrants ;
- L'amélioration des techniques de production et l'expansion de la production du poulet et des œufs au niveau local ;
- La promotion de l'utilisation de la fiente de poulet pour la fertilisation du sol.

Plus de 300 femmes et une quarantaine d'hommes appartenant à des unions de Gics, ont été directement touchés dans l'arrondissement de Bangourain, considéré comme zone pilote du projet.

Grâce aux actions menées, 4 coopératives en



Démonstration d'une conseillère agricole de l'union sésame du Zondoma

création ont mis sur pied un système efficace de mobilisation des ressources financières (fonds rotatif et apports personnels) qui permet à leurs membres de s'approvisionner régulièrement en semences améliorées de maïs et de soja, ainsi que des poussins démarrés, des cages, du concentré et des produits vétérinaires. Les femmes ont accru leur production de poulet de 10 en moyenne par an par famille à 30 par an avec des poulets de meilleur poids dont la vente a rapporté de meilleurs prix.

Par ailleurs, toutes les avicultrices qui pratiquent la culture du maïs et du soja utilisent la fiente pour la fertilisation de leurs propres exploitations agricoles. Le surplus est vendu au prix de 3000 Francs CFA par sac.

L'introduction de l'aviculture familiale «moderne» génère de l'emploi dans le milieu : les cages sont produites par des menuisiers locaux, et des membres des familles participent à la commercialisation des poulets.

Le fonio de retour dans les assiettes des populations du nord de la Côte d'Ivoire

Depuis 2013, Inades Formation Côte d'Ivoire s'investit dans la culture du fonio, un produit alimentaire historiquement stratégique mais menacé de disparition.

Il entend encourager les productrices à reprendre la production et la commercialisation du fonio ; pérenniser sa culture et inciter les populations à réintroduire le fonio dans leurs habitudes alimentaires.

Ainsi, Inades Formation Côte d'Ivoire a-t-il favorisé la mise à disposition de 300 kg de la variété améliorée

CVF 109 auprès des productrices de 5 villages. Ces dernières ont été formées sur l'itinéraire technique amélioré fondé principalement sur le semis en ligne du fonio. Cette technique, plus avantageuse que le semis à la volée, favorise un bon développement du fonio et facilite le désherbage et la récolte.

En 2015, deux (2) des cinq (5) villages bénéficiaires ont distribué la semence produite à quatre (4) nouveaux villages. Ce qui a porté à neuf (09) le nombre des villages bénéficiaires comptant en tout 1 124 productrices de fonio.

Des séances de démonstration et de dégustation culinaires de plats à base de fonio ont été organisées dans deux villages, pour permettre aux jeunes de découvrir cette céréale et aux plus âgés de la redécouvrir.

Le projet a connu un engouement considérable au-delà du public cible puisque les femmes obtiennent de plus en plus le soutien des hommes et des autorités locales pour améliorer les performances de leur production.

Le rendement des productions s'est légèrement amélioré passant de 0.59t/ha à 0.73t/ha. Ces résultats sont appréciables compte tenu des conditions de travail fortement dominées par la rareté des pluies.

L'information quotidienne sur le prix du maïs à la portée des producteurs en Côte d'Ivoire

Dans le cadre de l'appui-accompagnement des producteurs de maïs à la commercialisation de leur produit, Inades-Formation Côte d'Ivoire a développé un Système d'Information sur les Marchés (SIM) porté par les producteurs. Ce SIM vise à mettre à la disposition des petits producteurs un outil de négociation et de prise de décision.



Un couple d'aviculteurs au Cameroun

Ce SIM qui se veut flexible et participatif est destiné à toutes les parties prenantes de la filière maïs.

Au titre de l'année 2015, les informations ont été collectées sur 29 marchés et diffusées à près de 10000 acteurs enregistrés dans une base de données comprenant des producteurs, des commerçants et des institutions. Elles sont transmises par divers canaux notamment des messages téléphoniques (SMS), des bulletins d'information mensuels, des communiqués radio, les tableaux d'affichage des coopératives, une plateforme web et par la technique du bouche à oreille entre les producteurs.

Ainsi, au cours de l'année, 367.467 SMS ont été transmis, 12 Bulletins d'information mensuels publiés et 12 communiqués radio ont été passés en langues locales. Ces actions ont été possibles grâce à la disponibilité de ressources humaines endogènes pour la collecte et la diffusion des informations, à la démultiplication de la formation.

Le déploiement du SIM a permis une meilleure connaissance du marché du maïs par les bénéficiaires qui ont pu négocier au mieux les prix de leur production.

De plus, l'implication des différents acteurs dans le projet a conduit à l'adoption progressive des ventes groupées. 32 ventes groupées ont ainsi été réalisées par 1 137 producteurs pour un total de 833 tonnes de maïs.

Côte d'Ivoire: deux plateformes d'échange de la filière maïs créés dans les départements de Bouafle et Ferkessédougou

À la faveur de la mise en œuvre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) et dans le but de contribuer à l'amélioration de la gouvernance dans la filière maïs, Inades-Formation Côte d'Ivoire a conduit la création de deux plateformes multi-acteurs dans



Un agriculteur désherbant sa parcelle de maïs dans la région de Singida village du district rural Mitula, Tanzanie

les départements de Bouafle et de Ferkessédougou. Il s'agit de cadres d'échange entre les différentes parties prenantes de la chaîne de valeur en vue d'identifier collectivement les forces, les faiblesses, les opportunités et les défis pour l'amélioration, la production et la commercialisation du maïs à travers l'adoption de meilleures technologies et innovations. Les plateformes sont composées d'une Assemblée Générale, d'un Bureau ou Comité Exécutif et de commissions spécialisées.

A Ferkessédougou, la plateforme dénommée « Plateforme de la Filière Maïs du Tchologo » en abrégé « PFMT » compte sept (07) groupes d'acteurs. Au niveau du département de Bouafle, la plateforme a pris la dénomination de « Plateforme Maïs de Bouafle (PMB) » et est composée de cinq (05) groupes d'acteurs. Ces derniers cotisent pour doter les plateformes de ressources financières.

Les rencontres d'échanges organisées lors de la mise en œuvre du projet portent principalement sur des thématiques telles que les dégâts de cultures, la mise en relation commerciale et la mobilisation des ressources et le développement agricole local.

Tableau récapitulatif des membres des plateformes maïs

ACTEURS MEMBRES DE LA PFMT	ACTEURS MEMBRES DE LA PMB
<ul style="list-style-type: none"> ❖ 7 organisations de producteurs de 657 membres, ❖ 1 organisation de semenciers, ❖ 2 sociétés de fournisseurs d'intrants, ❖ 1 organisation de commerçants de 10 membres et 2 pisteurs, ❖ 9 organisations de transporteurs, ❖ 2 organisations d'éleveurs de 14 membres, ❖ 1 organisation de transformateurs et 14 meuniers. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ 5 organisations de producteurs, ❖ 2 commerçants, ❖ 1 société privée de distributeurs de produits phytosanitaires, ❖ 2 sociétés privées de transformateurs ❖ 1 syndicat de transporteurs.

Au titre des résultats, les membres des plateformes ont manifesté une satisfaction au regard des avantages liés à la plateforme. L'on peut relever le facile accès des camions pour le ramassage des produits bord champ, la baisse des frais de transport, la facilitation des opérations commerciales par la garantie de marchés, la baisse des méventes, la connaissance des nouvelles techniques culturales (la fertilisation raisonnée, l'utilisation de semence améliorée, etc.), l'économie sur l'achat des engrais (utilisation de l'urée à la floraison uniquement), l'obtention de crédits de campagne avec la Nouvelle Agence de Microfinance entre 50 000 et 370 000 F.CFA l'augmentation de la production de 1 à 3 t/ha en 2015 après utilisation de la variété GMRP-18 introduite par le FIRCA en 2014 à Ferkessedougou.

La création des plateformes a permis de créer un climat de confiance entre les acteurs de la filière.

Développement de la pisciculture hors-sol et production de légumes biologiques dans un environnement domestique au Togo

Au Togo, en dépit de l'existence

d'énormes potentialités naturelles, le sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture stagne avec une chute de la production et le faible développement de l'aquaculture, tandis que la demande augmente.

Le Togo, comme certains pays de la sous-région Ouest-Africaine, reste toujours dépendant de l'importation de viandes diverses et de poissons pour satisfaire ses besoins en protéines animales.

Aussi pour permettre aux exploitants agricoles de diversifier leurs productions et d'accroître de façon significative leurs revenus, Inades-Formation Togo

Le Système d'information sur les marchés à gestion participative (SIM autogéré) introduit au Burundi et au Tchad

Le Secrétariat général d'Inades-Formation a lancé depuis 2013, le développement du Système d'information sur les marchés à gestion participative (SIM autogéré par les parties prenantes) dans le réseau Inades Formation notamment au Burkina Faso (Sésame, niébé), en Côte d'Ivoire (maïs), au Togo (céréales).

Les enjeux majeurs de cette initiative sont :

- (i) la durabilité des initiatives de diffusion des informations sur les marchés face à la situation de fragilité financière des SIM classiques. Dans la plupart des cas, les SIM mis en place depuis les années 1980 pour accompagner la libéralisation des marchés agricoles ont été fréquemment critiqués pour leur incapacité à répondre aux besoins des opérateurs, leur lourdeur administrative et surtout leur fragilité financière ;

- (ii) la transparence et l'équité sur les marchés des produits agricoles. En mettant les mêmes informations à la disposition de tous les acteurs qui interviennent dans la production et la commercialisation, le SIM garantit la

"transparence" et "l'équité" dans les échanges entre ces acteurs. Il contribue notamment au renforcement du pouvoir de négociation des petits producteurs face aux commerçants, leur permettant de tirer le meilleur profit de leur effort dans les exploitations familiales ;

- (iii) le SIM autogéré constitue un produit innovant basé sur le principe d'autopromotion des acteurs du monde rural. En s'appuyant sur les méthodes habituelles ou informelles utilisées par les commerçants, les producteurs et leurs organisations pour accéder aux informations sur les marchés, il s'agit pour les organisations paysannes de développer le SIM comme un centre de service porté principalement par elles-mêmes, performant et durable dans son fonctionnement au service des petits producteurs.

En 2015, les bureaux nationaux du Burundi et du Tchad ont été initiés sur le concept du SIM autogéré. Un projet de développement du SIM autogéré a été élaboré dans chaque BN et un processus d'opérationnalisation du SIM autogéré dans chaque pays a été défini et sera mis en œuvre à

partir de 2016 (identification des acteurs, des marchés/sites de collecte d'information, des différents types d'information à suivre, définition du dispositif organisationnel approprié, identification des équipements nécessaires, élaboration des outils de gestion du SIM, établissement d'un chronogramme de mise en œuvre des activités, etc.).

Avec ces deux nouveaux SIM autogérés, la dimension multi-produits prônée dans le cadre du développement de l'Entreprenariat collectif agricole (ECAGRI) a été mise en avant.

Ainsi pour le Burundi, les informations sur six (6) produits agricoles (Riz, Maïs, Banane, Haricot, Manioc, Miel) sont prises en compte dans le SIM qui couvrira 10 Provinces du pays (Bujumbura, Kirundo, Ngozi, Cibitoke, Makamba, Bururi, Gitega, Muramvya, Kayanza, Rumonge).

Pour le Tchad, cinq (5) produits agricoles (Riz, Maïs, sésame, karité, arachide) seront suivis dans 5 Régions du pays (Mayo-kébbi Ouest, Mayo-Kébbi Est, Logone orientale, Mandoul, Moyen Chari).

s'est engagé dans le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest-projet Togo (PPAAO-Togo). Dans ce cadre il accompagne l'Union Régionale des Organisations de Producteurs de Céréales de la Région Maritime (UROPC-M) et particulièrement deux (2) de ses unions cantonales à savoir l'union d'Attitogon et celle d'Anfoin-Glidji.

Pour cette première année d'exécution et phase pilote du projet, 10 exploitants agricoles dont 3 femmes, ont été choisis pour la pisciculture hors-sol et 40 exploitants agricoles formés en maraîchage biologique.

Un premier cycle de pisciculture a été lancé le 23 août 2015 et neuf (9) exploitants sur les 10 formés développent la pisciculture hors sol.

Des protocoles d'expérimentation des technologies alimentaires du silure ont été définis grâce à une coopération avec un enseignant de l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) qui a encadré l'étude sur le thème : «essai d'alimentation du silure (*Clarias gariepinus*) en bêche avec des aliments à base de sous-produits agroindustriels locaux ». L'étude a été faite in situ dans les 2 zones du projet.

Deux (2) types d'aliments produits localement (AL1 et AL2) ont été expérimentés.

L'analyse économique des résultats zootechniques, obtenus à l'issue des expérimentations, montre que les aliments locaux ont des coûts de production au kilogramme de poisson faibles, comparativement à celle de l'aliment commercial (témoin). Cependant, la biomasse totale produite est plus faible.

L'aliment commercial est performant en termes de croissance, toutefois, les charges qu'il induit le rend moins rentable que les aliments locaux.

Concernant le maraîchage biologique, 7 producteurs ont créé des maraîchers biologiques. Un cycle de la culture d'oignon a été conduit avec succès. Ce qui

a permis aux paysans qui se sont appliqués d'avoir un revenu complémentaire d'en moyenne 50.000 FCFA sur une parcelle d'environ 1/32^e d'ha. Suite à cette expérience, plusieurs paysans montrent un réel intérêt pour la production d'oignon en contre-saison et réfléchissent à comment disposer d'eau pour l'irrigation. Aussi, les femmes qui ont commercialisé et utilisé les oignons ont-elles témoigné de leur caractère résistant à la pourriture.

Appui aux multiplicateurs de semences améliorées dans le Mayo-Kébbi au Tchad

Dans sa volonté de contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire chronique aux côtés du gouvernement tchadien, Inades-Formation Tchad exécute le projet d'Appui aux Filières Agricoles porteuses dans le Mayo-kebbi (PAFAM). Ce projet qui a débuté en 2013 pour une période de 36 mois vise à accroître et améliorer la production intérieure des cultures du riz, du sésame, du maïs et de l'arachide à travers l'accompagnement des producteurs et de leurs organisations.

Il s'agit en particulier de travailler à l'organisation des groupements paysans par filières et leur fonctionnement dans une stratégie de développement concertée. Il s'agit également de favoriser l'augmentation de la production de riz, de maïs, de sésame et d'arachide à partir de l'utilisation de technologies améliorées de stockage, de commercialisation et de transformation des produits, adaptées aux systèmes de production des agriculteurs et agricultrices.

Au total six organisations faitières de producteurs comprenant 2292 groupements repartis dans tout le Mayo-Kébi bénéficient de l'appui d'Inades-Formation



«Clarias» de 450g chez un exploitant à Glidji au Togo

dans le cadre de ce projet.

Comme activités, les capacités techniques et matérielles des bénéficiaires, à travers les Comités Villageois d'Adoption et de Diffusion des Innovations Agricoles (COVADIA), ont été renforcés en matière de production, de conditionnement et de diffusion de semences améliorées ; en matière de fertilisation des sols, d'intensification et de diversification des productions.

Pour des raisons d'efficacité, 120 producteurs pilotes dont 30 par filière, ont été choisis parmi les producteurs cibles pour un suivi de proximité. En plus de ces producteurs pilotes, 86 personnes ont été identifiées et appuyées pour la production de semences améliorées de riz, sésame, arachide et maïs.

Le multiplicateur de semences améliorées est chargé de produire de semences améliorées et rend compte à son organisation d'origine de ses activités. Il diffuse le produit obtenu auprès des membres de son organisation et de d'autres producteurs (trices).

Les producteurs de semences ont été formés à la production de la matière organique et la tenue de compte d'exploitation. Ils ont été suivis dans leurs



Un semencier dans son exploitation à Laounangara- Tchad

exploitations durant la campagne agricole.

Ainsi, en deux campagnes, 69,5 tonnes de semences toutes spéculations confondues ont été produites.

4 COVADIA ont été redynamisés et 2 autres créés sont opérationnels et produisent des semences adaptées en quantité et qualité. Par ailleurs, 4 Conventions de livraison de semences à l'Office National de Développement Rural (ONDR) ont été signées. 17.89 tonnes de semences d'une valeur de 15 713 000 FCFA ont été livrés à l'ONDR.

La préservation des semences locales : un défi pour tous

Du lundi 07 au jeudi 10 septembre 2015, la capitale économique ivoirienne a abrité le 10ème forum régional de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) qui avait pour thème « L'agroécologie, pour nourrir les villes et les campagnes d'aujourd'hui et de demain ».

Cette édition du forum a connu une innovation majeure avec l'organisation d'une foire sous-régionale sur les semences paysannes.

L'évènement a enregistré la participation des délégués des différentes coalitions nationales de la COPAGEN, de paysans/paysannes semenciers(-ières), de représentants d'organisations internationales (FAO) et sous régionales (CEDEAO), de représentants d'institutions nationales, de centres de recherches agronomiques,

d'étudiants issus d'écoles professionnalisés en agriculture, d'hommes de presse et des médias...

La foire avait pour but de présenter un pan du patrimoine génétique composé de semences paysannes dont regorgent les terroirs en Afrique de l'Ouest, mais aussi et surtout de révéler leur utilité sociale et leur plus-value à la souveraineté alimentaire.

Les semences représentent un riche trésor culturel pour les communautés locales d'Afrique qui continuent de tenir le pari de nourrir nos villes et nos campagnes.

Malheureusement, ces ressources génétiques connaissent une érosion liée à leur méconnaissance et à leur sous-utilisation.

Au cours de la visite guidée menée par Madame Koné Kadidja Point Focal de la COPAGEN et

Directrice d'Inades-Formation Côte d'Ivoire, les participants ont découvert avec stupéfaction la grande diversité des semences paysannes entretenues depuis longtemps par les braves paysans/paysannes de la sous-région. Certaines variétés peu connues, ont aiguisé la curiosité et suscité l'intérêt de nombreux visiteurs.

Y ont été exposées des variétés de céréales (riz, de mil, de sorgho, maïs...) ; de légumes (tomate, gombo, piment...), de féculents (tarot, patate, igname, manioc, pomme de terre).

Tous les participants se sont accordés sur la nécessité de préserver ces ressources génétiques pour garantir aux générations futures, la possibilité de vivre dans une Afrique débarrassée de la malédiction de la faim et de la pauvreté.

Développer la filière bovine dans l'Ouaddaï (APAFIB/O) au Tchad

Depuis janvier 2014, Inades-

Formation Tchad en partenariat avec l'Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de développement (IRAM) et la Fédération Régionale des Agropasteurs du Ouaddaï (FRAPO) mène un projet d'appui aux acteurs de la filière bovine dans l'Ouaddaï.

Ce projet a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire, la bonne gouvernance et le maintien de la biodiversité par la gestion intégrée et durable des ressources naturelles à travers une approche de développement local.

Il vise particulièrement le développement de la filière bovine à l'Est du Tchad (Ouaddaï) principalement dans les départements d'Ouara, d'Abdi et d'Assoungha, selon un plan d'action de la filière qui fasse sens pour le territoire.

Les bénéficiaires directs du projet sont les acteurs professionnels de la filière bovine composés d'éleveurs, de commerçants de bétail, des bouchers, des tanneurs et des femmes transformatrices de viande ainsi que leurs OP formelles et les organisations socioprofessionnelles d'éleveurs transhumants.

Au Tchad, l'élevage est l'une des sources pérennes de développement économique et social pour près de 40% de la population pour laquelle il sert non seulement comme moyen mais aussi comme mode de vie.

Pour atteindre les objectifs, les stratégies suivantes ont été déployées : les concertations multi-acteurs, le renforcement de dynamiques interprofessionnelles, la réalisation et l'aménagement d'infrastructures socioéconomiques décidées par les familles

professionnelles de la filière, le renforcement des capacités des acteurs de la filière à travers des ateliers, sessions de formation et les rencontres inter-OP et intercommunautaires des éleveurs transhumants et le développement de services en amont et aval de la filière.

La démarche participative et la priorisation des concertations pour la prise des décisions concernant les différentes familles professionnelles a été une nouveauté très appréciée par les bénéficiaires. Cette méthode a l'avantage de permettre un débat éclairé sur les décisions et les initiatives à prendre par les acteurs concernés et de dissuader les incompréhensions/conflits d'intérêt en lien avec les décisions prises ou à prendre.

Cette démarche a largement été utilisée pour la définition des différentes infrastructures à réaliser et pour le choix des sites. Il faut aussi noter que la même démarche a été privilégiée pour le diagnostic participatif qui a touché 508 acteurs de la filière bovine et la définition des actions prioritaires du Plan régional de développement de la filière.

L'appui à la filière bovine a permis d'achever le processus de structuration de 3 faitières régionales : la fédération régionale des femmes transformatrices de viande du Ouaddaï, la fédération régionale de la filière peaux et cuirs du Ouaddaï et la fédération régionale des bouchers du Ouaddaï. Toutes ces fédérations ont obtenu leur reconnaissance officielle. En termes d'infrastructures, un hangar de séchage de viande et un étal de boucherie ont été aménagés à Abdi, un mur de clôture aménagé sur le site de tannerie à Abéché, une aire d'abattage construite à Abkhouta, 3 parcs de vaccination des animaux installés à Kilédjé et à Adjadjé.

Un manuel de gestion de l'étal de boucherie d'Abdi a été élaboré pour garantir une bonne gestion de l'étal.



Champ de riz à maturité au Village Yandonga en RD Congo

L'identification participative des actions de développement de la filière bovine du Ouaddaï est un atout majeur pour l'appropriation de ces actions du plan et facilitera la bonne mise en œuvre dudit plan. Pour la première fois, les acteurs de la filière bovine du Ouaddaï disposent d'un plan de développement qui leur servira de moyen d'action mais aussi de source de plaidoyer auprès des décideurs politiques et des partenaires au développement.

Rwanda : Multiplication végétative de la variété améliorée de bananier (FHIA 17) à partir du rhizome

Dans le cadre de la promotion de l'agriculture familiale et de la lutte contre la pauvreté en milieu rural, la multiplication végétative du bananier ou la macro propagation a été privilégiée comme une stratégie innovante, moins chère, et donc à la portée du petit exploitant agricole.

Ainsi, 3 046 bénéficiaires dont 914 femmes ont été formés à la macro propagation du bananier. Ces derniers ont ainsi acquis les connaissances théoriques et pratiques des différentes étapes de la construction du macro à l'entretien des bananeraies en passant par la multiplication du rhizome en germoirs pour obtenir plusieurs plantules (au moins 4 rejets) à partir d'un seul œil/rejet du rhizome, par les techniques de repiquage des plantules dans les sachets appropriés (sachet tubing perforés) et les techniques de transplantation dans les champs

Ces formations ont permis à plus de 13 400 ménages regroupés au sein de 33 coopératives accompagnées dans 9 districts à avoir accès à la variété améliorée (FHIA 17) en diffusion.

Les membres de ces ménages ont procédé à la réforme de leurs bananeraies en introduisant cette nouvelle variété.

Au total, 79 000 plants de bananiers ont été produits en macro propagation et plantés par les fermiers. La variété en diffusion est hautement appréciée par les bénéficiaires. C'est une variété précoce, à haut rendement et très résistante aux maladies. Son rendement est de 3 à 5 fois supérieur à celui de la variété locale en dégénérescence. Actuellement, le prix du régime de banane pour cette variété (FHIA 17) est compris entre 8000 et 12000 FRW comparativement à la variété locale dont le coût varie de 1500 à 4000 FRW sur le marché local et selon les périodes de l'année.

La multiplication végétative de la variété améliorée de bananier (FHIA 17) à partir du rhizome est également une activité génératrice de revenu. En effet, les plantules produites dans les macros (germoirs de macro propagation du bananier) ou même les nouveaux rejets en excès sont vendus aux fermiers non accompagnés par Inades-Formation. Ceci assure la pérennité des actions après le projet. De plus, elle peut être consommée comme banane plantain ou comme dessert sous forme de bananes mûres. Une fois vendue, elle contribue beaucoup à la monétisation du milieu rural ; ce qui fait d'elle une culture efficace pour lutter contre la pauvreté en milieu rural

Soutien à l'Amélioration du bétail dans la zone semi-aride du Kenya (Projet K-SALES)

Dans la zone semi-aride du Kenya, les communautés font face à des famines fréquentes et vivent dans des conditions très dures



Bananiers en germination

provoquées par la baisse de la production agricole du fait des précipitations erratiques continues.

Dans cette zone, les communautés pratiquaient la polyculture mais la production animale était pratiquement absente et délaissée. Bien que la majeure partie du bétail appartienne aux hommes, ces derniers abandonnaient l'entretien du bétail aux femmes.

Aussi, pour mettre fin à la famine récurrente, les communautés ont décidé de renforcer la production animale afin d'en faire une activité commerciale rentable.

Pour répondre à cette volonté, Inades-Formation et ses partenaires ont lancé le projet «Soutien à l'amélioration du bétail dans la zone semi-aride du Kenya (Projet K-SALES)». L'objectif du projet est d'améliorer la production et la commercialisation du bétail, des moutons et des chèvres de 8.000 ménages à travers l'accroissement de leurs connaissances et qualifications techniques

Le projet est exécuté dans les zones occidentale et centrale de Mwingi, du Comté de Kitui et les Régions de Mwala et de Yatta du Comté de Machakos.

Des fermes et champs écoles ont été créés et ont permis de former durant l'année les agriculteurs en technique d'élevage et en gestion de ferme. Durant l'année 2015, 12.878 paysans de Kitui et de Machakos ont été formés en gestion des fermes et 16.549 en technologies et techniques de production animale.

Le projet a également permis d'appuyer la création et la réhabilitation des infrastructures agricoles.

62 infrastructures in situ ont été remises en état et ou créées, notamment des trempettes de bétail, des écrases de vaccination, des granges de foin et des abreuvoirs. Ces infrastructures ont permis de maîtriser les maladies, d'abreuver le bétail et de stocker du fourrage pour alimenter les animaux pendant la saison sèche où les pâturages sont rares. Les paysans ont commencé à reproduire certaines de



Un groupe d'agriculteurs dans le village de Mitula mapambano en Tanzanie préparant du compost

ces structures au niveau de leurs fermes, grâce aux leçons des démonstrations.

Améliorer la productivité alimentaire en Tanzanie

Depuis juillet

2013, Inades-Formation Tanzanie exécute le projet d'amélioration de la productivité des cultures dont l'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de 1200 petits agriculteurs. Le projet réalisé dans les districts ruraux Singida et Mpwapwa est à sa deuxième année de mise en œuvre.

Des formations théoriques et pratiques sur les meilleures pratiques et l'innovation pour accroître la productivité alimentaire ont été organisées au profit des producteurs.

Des parcelles de démonstration ont été créées dans chaque village participant dans lesquels les agriculteurs ont mis en pratique ce qu'ils avaient appris théoriquement notamment les meilleures techniques de conservation des cultures, du sol et de l'eau ainsi que les innovations.

Ces parcelles de démonstration étaient détenues et gérées par les agriculteurs eux-mêmes. Les rendements ont montré une augmentation significative de la production.

Durant l'année 2015, chaque village cible doté de parcelle de démonstration et de parcelle de multiplication de semences paysannes a bénéficié de visite de suivi et un stage de formation de 2 jours dans 3 villages sur les concepts et les principes de la production de semences de qualité déclarée (SQD). Pour faciliter le bon déroulement du projet, l'une des stratégies retenues a été l'implication des autorités villageoises. Les chefs de village ont donc joué un rôle important en sensibilisant les paysans à mettre en application ce qu'ils ont appris. La plupart des chefs sont également des membres de groupe. Les chefs de quartier et du village ainsi que les agents d'encadrement ont également contribué au succès du projet en conseillant les paysans et en suivant leurs activités.

Ainsi, les agriculteurs ont réussi à appliquer dans leurs propres parcelles de terrain ce qu'ils avaient appris dans les parcelles de démonstration. Au total 343 représentants de la Communauté, dont 50% étaient des femmes ont été capables d'adopter des pratiques améliorées en 2015. Parmi les pratiques appliquées, dont principalement des techniques de collecte de l'eau de pluie, on note le labourage profond, les digues de découpe, l'utilisation de fumure de ferme ainsi que les variétés de cultures résistantes.

Ainsi, bien que la saison n'ait pas été très bonne, les producteurs qui se sont attelés à pratiquer les techniques apprises ont obtenu de meilleurs résultats. L'amélioration de la productivité des cultures vivrières a entraîné une meilleure alimentation des ménages du fait des récoltes abondantes, enregistrées depuis 2014. Les ménages se sont trouvés à l'abri de longs mois de pénurie alimentaire. En effet, 640 ménages cibles ont pu s'offrir les trois repas requis par jour. Les pratiques enseignées ont prouvé qu'il existait un grand potentiel pour lutter contre les périodes de sécheresse prolongée.

Tanzanie : Promouvoir la production de légumes traditionnels

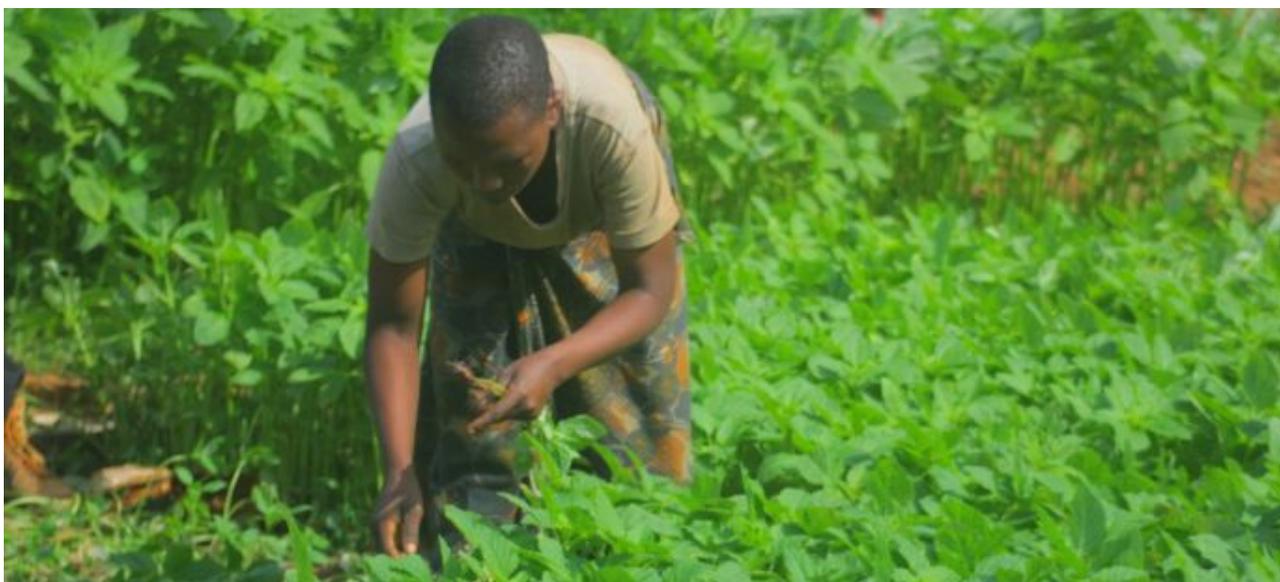
Le but d'améliorer les systèmes de semences sur lesquelles les petits paysans comptent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, diverses organisations se sont mises ensemble pour exécuter un projet de promotion de légumes traditionnels africains (AIVs). Le projet a pour objectif de renforcer les capacités, faciliter les réseaux, et comprendre le changement de comportement du secteur secondaire vis à vis des légumes traditionnels Africains en Tanzanie. Il met l'accent sur la promotion des légumes traditionnel africains tels que l'amarante, le « Nightshade », les aubergines africaines, les graines et les feuilles de moutarde éthiopienne ainsi que des variétés améliorées de céréales, que les petits paysans veulent cultiver, soit pour leur consommation familiale, soit pour ravitailler un marché viable et croissant. Le Projet travaille directement avec un petit nombre

de producteurs de semences, des vendeurs de graines et de cultivateurs d'AIVs à Dodoma, en vue d'établir des systèmes de semences durables, qui livrent des graines de qualité à un grand nombre de petits maraîchers, d'améliorer la production et établir des réseaux commerciaux. Les cultivateurs partagent leurs connaissances avec leurs pairs, leurs amis, leurs voisins, ainsi qu'avec des cultivateurs des villages voisins. Grâce à l'implication des médias, un plus grand nombre de cultivateurs et de consommateurs sont atteints. Par ailleurs, une plus grande production de légumes offre des emplois dans les villages.

Durant l'année 2015, Inades-Formation Tanzania et les différents partenaires du projet ont organisé trois réunions de plate-forme d'innovation lors desquelles les parties prenantes des secteurs public et privé se sont retrouvées pour identifier les contraintes, planifier, mener et suivre les actions et s'en occuper. Les questions discutées étaient la garantie de la qualité, les réseaux commerciaux et les changements de la conscience et de la perception de tous les avantages des légumes traditionnels africains (AIVs) pour la nutrition et l'importance d'utiliser des semences de qualité.

Une formation sur le séchage solaire des légumes et la gestion de l'eau a également été réalisée, ainsi que l'enregistrement des producteurs de semences de qualité déclarée (SQD) à Kongwa et Mpwapwa, tout en veillant à ce que les graines soient développées selon les règles de TOSCI.

Enfin, une visite d'échanges a été organisée, lors de laquelle les paysans et les agents d'encadrement ont pu, grâce à leurs camarades paysans d'Arusha, apprendre et avoir de nouvelles idées sur la production de légumes traditionnels africains.



Recolte d'amarante en Tanzanie

II. MICROFINANCE COMMUNAUTAIRE

Pour aider les populations rurales à atteindre l'autonomie financière et améliorer leurs conditions de vie, Inades-Formation soutient la création de modèle de microfinance finance communautaire mis en place et autogérés par et pour les communautés elles-mêmes. Parmi les modèles soutenus, se trouvent les Fonds de Solidarité pour le Développement (FONSDEV), les Groupements d'épargne et de crédits (GEC) et les groupes d'Épargne et de crédit villageois (ECV). Les deux derniers sont développés respectivement au Togo et en Tanzanie.

Grâce à ces institutions financières, les membres peuvent épargner et avoir des crédits pour le financement de leurs activités agricoles et commerciales et satisfaire leurs besoins sociaux. Ils définissent eux même les conditions d'octroi et de remboursement de crédits.

Durant l'année 2015, l'appui à la création et au bon fonctionnement de ses structures ainsi que le suivi de leurs performances ont été poursuivis dans les différents pays.

Des résultats satisfaisants et création d'un nouveau Fonsdev au Burundi

A^u

Burundi,

les Fonds de Solidarité pour le Développement sont repartis sur 4 provinces au nord et au centre du pays. Ainsi, au centre nous avons le Fonsdev Nkuzangukuze de Taba qui couvre les communes Rutegama, Muramvya et une partie des communes

Mbuye et Mutaho ; le Fonsdev Mirukiro de Kibimba qui couvre la commune de Giheta, une partie de la commune Bugendana en Province Gitega, ainsi qu'une partie de la commune Ndava en Province Mwaro. Au nord, nous avons le Fonsdev Turibamwe de Aparamirdi en commune Busga.

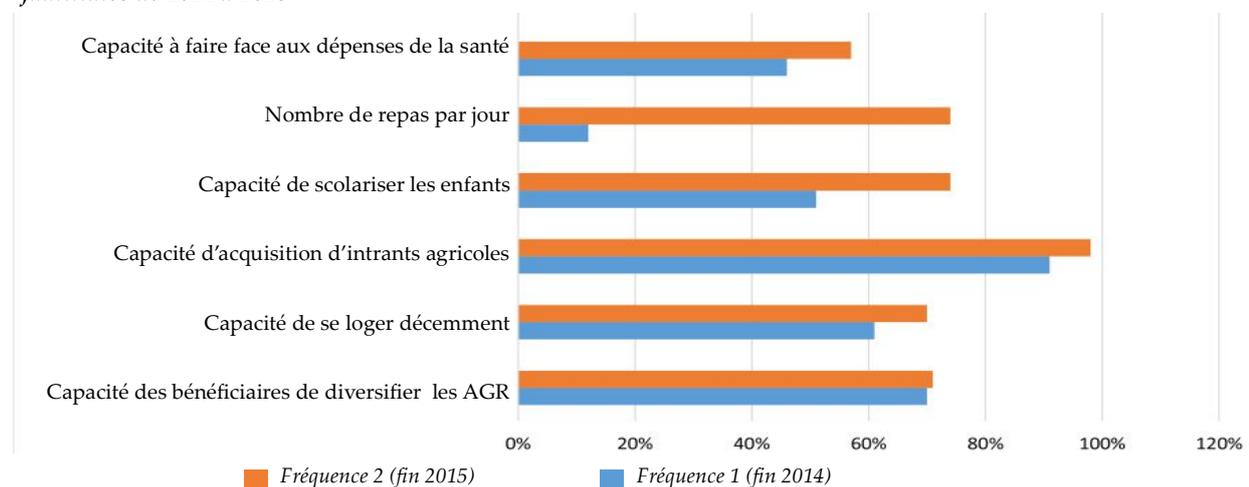
Au début de l'année 2015, Inades-Formation Burundi a appuyé la création d'un nouveau Fonsdev au Nord-Ouest du pays, le Fonsdev Nyunguruza de Buhoro en province de Cibitoke.

Par ailleurs, le bureau a œuvré à la mise en contact entre les coopératives des caféiculteurs et les Fonsdev pour améliorer les taux de remboursement des crédits.

Les Fonsdev ont obtenu de bons résultats grâce à la stratégie d'accompagnement adoptée par Inades-Formation Burundi, incluant l'implication des leaders, le renforcement des capacités des gestionnaires, la promotion d'un partenariat OP / coopératives des producteurs pour cibler les opportunités d'investissements, faciliter le recouvrement des crédits et susciter de nouvelles adhésions.

Le nombre d'adhérents des Fonsdev s'est accru de 15% en 2015 avec un effectif de 5.879 dont 804 associations, 1.252 hommes, 709 femmes et 3.114 comptes ménages (comptes partagés par les époux). Le taux de remboursement des crédits est également passé de 80% en 2014 à 88% en 2015 et 92% des demandes de crédits conformes aux règles ont été satisfaites. Mais plus encore, davantage de ménages bénéficiaires des services des Fonsdev ont pu faire face à leurs différentes charges familiales.

Evolution de la capacité des ménages burundais membres des fonsdev à faire face à leurs différentes charges familiales de 2014 à 2015



Togo : Quand les GEC transforment positivement les vies de leurs membres

In a d e s -
I n f o r m a t i o n
T o g o

l'optique de permettre l'accès aux crédits et à l'épargne à au moins 10 000 femmes, économiquement faibles a choisi de promouvoir les Groupes d'Épargne et de Crédit (GEC) et les Fonsdev.

Jusqu'à fin 2015, 309 Groupes d'Épargne et de Crédit (GEC) ont été promus. Leurs services bénéficient à près de 8000 personnes avec 78% de femmes.

Les GEC permettent aux adhérents, à partir de petits montants versés quotidiennement, de constituer une épargne significative à même de leur permettre de faire face aux dépenses sanitaires, scolaires, alimentaires et aux investissements agricoles.

Ils couvrent la zone de Yobo (Préfecture de Zio), les cantons d'Attitogon et Hompou (Préfecture de Bas-Mono), le canton de Momé (Préfecture de Vo), les cantons d'Atchangbadè et Djamdè (Préfecture de la Kozah) et la Commune d'Adéta et ses environs (Préfecture de Kpélé).

Dans la zone d'Attitogon et Hompou, 1.678 membres de GEC dont 86% de femmes ont pu faire face aux dépenses de la campagne agricole 2015-2016 grâce à une épargne cumulée de 61.662.330 FCFA.

Au-delà du simple aspect financier, les GEC jouent un grand rôle dans le développement de la vie sociale de ses membres notamment en renforçant la confiance et l'estime de soi chez les femmes. Ils constituent un moyen de mobilisation sociale et une porte d'entrée pour la sensibilisation, l'information et la participation communautaire aux actions de développement. Ils contribuent aussi au développement de relation apaisée entre époux au sein des ménages.

La formation d'agents villageois appelés « volontaires

Témoignage d'une adhérente :

« Ce sont les gouttes d'eau qui forment un fleuve. On avait chaque jour 50FCFA ou 100FCFA, mais on les dépensait au fur et à mesure que ça rentre. Mais avec les GEC nous sommes contraints volontairement à cotiser par semaine ; nous économisons, nous gaspillons moins notre argent et voilà aujourd'hui je pars avec plus de 20.000FCFA. Que vais-je dire encore ? Je remercie ceux qui ont eu cette idée ».

locaux » chargés d'assurer la promotion des groupes au sein de leur communauté, le renforcement des capacités des membres des comités de gestion et des participant(es) à la bonne gouvernance et au leadership ainsi que la valorisation des journées dédiées aux femmes contribuent à rendre les actions des GEC pérennes et d'accroître leur capacité à répondre aux nombreuses sollicitations des bénéficiaires.

En dehors du fait que les GEC permettent aux ménages de subvenir à temps à leurs besoins économique et sociaux en leur donnant un accès facile aux ressources financières, on note des transformations comportementales dans la vie des membres, de leurs ménages et de leurs communautés.

Quant aux Fonsdev, au 31 décembre 2015, près de 5.000 crédits d'un montant total de 94.837.150 FCFA sont en cours grâce à une épargne de plus de 122.000.000 FCFA pour l'ensemble des Fonsdev.

Kenya : L'impact positif des Fonsdev sur les bénéficiaires

D u r a n t
l'année
2015, Inades-Formation Kenya a suivi les Fonsdev et évalué leur impact sur les bénéficiaires. Plusieurs



Opération de remise de prêt dans un GEC au Togo

réunions ont été tenues dans les différentes unités avec les chefs de comité pour évaluer les progrès réalisés par les Fonsdev en termes d'adhésion, d'épargne, d'octroi et de remboursements de crédits. Les échanges ont porté sur les stratégies d'accroissement des adhésions et les différents types d'épargne des Fonsdev, sur l'analyse des impayés des prêts et les stratégies de recouvrement de ces derniers, la tenue et notamment la mise à jour des documents financiers.

Une enquête a été menée sur un échantillon de 500 personnes pour évaluer comment le Fonsdev améliore la vie de ses membres.

Les résultats montrent que les Fonsdev contribuent effectivement à l'amélioration des conditions de vie et au bien-être de leur membres (Voir diagramme ci dessous).

Les différents Fonsdev, qui comprennent 2.780 membres, dont 1.052 hommes, 1.117 femmes et 611 jeunes, ont tenu leurs assemblées générales qui ont mis en évidence les résultats positifs obtenu par chacun d'eux.

Les groupements d'Épargne et crédit villageois (ECV) en Tanzanie

Pour garantir une plus

grande capacité économique des petits paysans en Tazanie, Inades-Formation Tanzanie soutient la création de groupes d'Épargne et de crédit villageois (ECV).

Alors qu'il était prévu d'atteindre 1.200 bénéficiaires dont 655 hommes et 545 femmes d'ici 2016, 1.140 paysans dont 693 femmes et 447 hommes ont été atteints en 2015. Ces derniers se sont organisés en 39

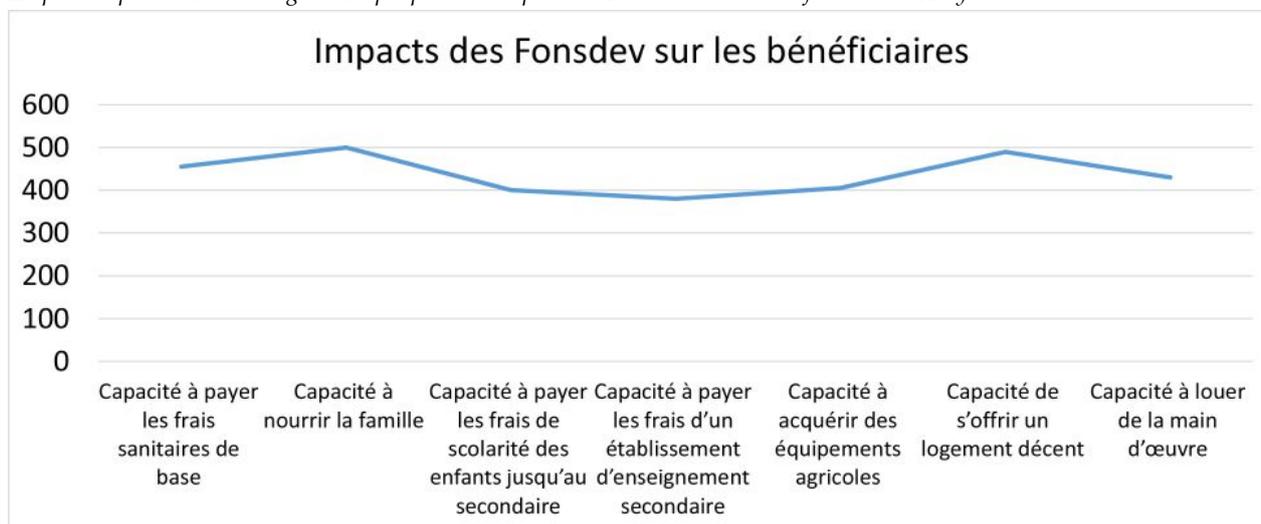
groupes répartis dans 12 villages.

Au cours de l'année, un appui technique a été apporté aux groupes d'ECV à travers des ateliers de formation, des sessions de révision technique et des visites de suivi. En effet, une formation de deux jours a été organisée au profit des membres des groupes d'ECV pour les aider à définir les objectifs des groupes d'épargne et de crédit, à choisir les dirigeants, et à fixer des limites pour l'épargne et les prêts, y compris les taux d'intérêt, les programmes de remboursement et les pénalités de retards de paiement ou des réunions manquées. Des groupes ont été également formés pour collecter l'épargne, accorder les prêts, enregistrer les opérations, et organiser les réunions hebdomadaires.

Désormais, les membres des ECV ont une plus grande conscience de leur responsabilité et de la discipline et tous les paiements sont effectués. Ils assurent le suivi des opérations avec les membres et s'assurent que les prêts sont utilisés correctement. Les prêts ont été très utiles aux paysans car ils ont commencé à lancer de petits commerces ou étendre les anciens tels que l'ouverture de kiosques, la vente d'articles de ménage pendant les jours de marché au village. Au vu des avantages dont jouissent les personnes impliquées, beaucoup de communautés voisines et d'autres ménages non membres des groupes d'ECV veulent s'engager dans les activités desdits groupes.

Un audit de six mois a été conduit grâce auquel les groupes d'ECV déposent les épargnes et les gains d'intérêts et des contributions, clôturent les livres comptables, et se séparent. L'action d'audit est habituellement programmée pour offrir une somme forfaitaire aux membres, pendant des moments critiques de l'année, quand il y a des besoins d'argent, par exemple pour payer les frais scolaires des enfants

Enquête auprès de 500 ménages - Graphique sur l'impact des Fonsdev sur les bénéficiaires au Kenya



ou des intrants au début de la saison agricole. L'audit permet également à des membres de quitter le groupe et à de nouveaux membres d'y entrer.

Congo : succès du produit tontine avec les groupements professionnels de femmes

Le Projet d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à la Gouvernance Participative dans le territoire de Bumba (PAFGAP), mené par Inades-Formation RD Congo s'inscrit dans le cadre du développement de l'entreprenariat collectif agricole (ECAGRI) et de la mobilisation endogène des ressources financières. Se déroulant dans les cités de Bumba, d'Ebona, dans le Secteur de Monzamboli, d'Itimbiri, les bénéficiaires du projet sont les femmes membres des Groupements Professionnels (GPF), des femmes tontinières bénéficiaires du FAREF, les tontinières indépendantes, les autres membres des Fonsdev, les femmes membres des Coopératives UCOOPI et UCOOMO, les leaders féminins œuvrant au sein des cadres de concertation et des observatoires de la gouvernance publique etc., tous membres des Fonsdev ,.

Inades-Formation Congo a fourni des appuis pour l'amélioration des infrastructures administratives, l'élaboration des rapports périodiques exigés par la banque centrale du Congo ; des appuis pour les démarches d'agrément des Fonsdev par la banque centrale du Congo et pour l'élaboration d'un plan de surveillance des risques de crédit tontine.

La stratégie d'accompagnement rapproché a contribué à la relance des activités du Fonsdev

Bumba et à la restauration de la confiance entre lui et son public. Le Fonsdev Bumba a connu l'augmentation de membres la plus significative avec un taux d'accroissement de 7,2% avec la connexion de 14 GPF tandis que le Fonsdev d'Itimbiri recevait 6 GPF.

Au cours de cette année, les deux Fonsdev Bumba et Itimbiri ont mobilisé des épargnes à hauteur de 34 648 200 francs congolais soit 37 256,12\$ dont 26 996 800 Fc (29 028,8\$) pour le Fonsdev Bumba et 7 651200 Fc (8 227,09\$) pour le Fonsdev Itimbiri.

Les épargnes tontine représentent à elles seules 72,15% de l'enveloppe globale des épargnes mobilisées dont la part plus significative est celle des femmes membres des GPF connectés au Fonsdev, montrant ainsi l'impact positif de leur adhésion au Fonsdev et particulièrement au Fonsdev de Bumba. L'épargne tontine a également été relancée au Fonsdev Itimbiri avec les femmes membres des 6 GPF connectés au Fonsdev.

Concernant les prêts, le Fonsdev Itimbiri s'est orienté vers les crédits groupés solidaires aux femmes au lieu des crédits individuels qui sont difficiles à recouvrer.

Dans l'ensemble, les deux Fonsdev (Bumba et Itimbiri) ont accordé 67 crédits pour un montant global de 23 648 700 FC dont 31 crédits aux femmes indépendantes. Ces crédits ont été accordés sur fonds propres mais aussi sur la ligne de crédit FAREF.

Notons que le taux de remboursement des crédits groupés au Fonsdev est de 100% depuis le lancement de cette stratégie alors que le Fonsdev faisait face à des taux d'impayés supérieur à 50% avec les crédits individuels.



Réunion des administrateurs d'un groupes d'Épargne et crédit villageois (ECV) à Mbori, en Tanzanie

Capitalisation de la démarche d'accompagnement des Groupes d'Épargne et Crédit (GEC) pour vulgariser le modèle en tant qu'instrument de microfinance communautaire

A la fin des années 1990, Inades-Formation a décidé d'affronter l'épineuse question de financement en milieu paysan. Les constats à l'époque, qui n'ont rien perdu de leur actualité, étaient clairs. D'un côté, les besoins financiers paysans sont réels et souvent surgissent à des moments cruciaux de la campagne agricole. D'un autre côté, pour y répondre, les institutions de microfinance (IMF) sont rares en milieu villageois, peu adaptées aux réalités paysannes, fréquemment initiées par des acteurs qui n'ont pas forcément pour priorité le développement agricole ou rural. Ils ne sont pas nécessairement soucieux du bien-être paysan. Certains de ces acteurs considèrent la microfinance comme un moyen parmi d'autres de faire du profit.

Par ailleurs, Inades-Formation constate que les paysans, certes en règle générale peu opulents, possèdent malgré tout des ressources financières, qu'ils ont des possibilités d'épargne, par exemple au moment des récoltes et des ventes, mais que cette capacité financière n'est pas valorisée et souvent même s'effrite faute de pouvoir être mobilisée de manière appropriée en temps utile.

Dès le début des années 2000, des réflexions au niveau du réseau sont initiées pour rechercher une solution paysanne à la question de financement en milieu rural. L'attention a été focalisée sur une conception propre qui a donné naissance aux Fonds de solidarité pour le développement (Fonsdev). L'accent est alors placé sur la solidarité, une manière de souligner d'emblée la portée sociale et politique de l'instrument financier en voie de création. La solidarité signifie ici que l'argent des paysans est réuni pour alimenter des mécanismes d'entraide financière entre paysans.

L'expérience a investi la capacité des paysans à gérer de manière autonome leurs Fonsdev. De manière générale, les Fonsdev répondent à la demande grandissante pour les services de microfinance (épargne et crédit) en milieu rural et sur le plan politique, leur pertinence se confirme si on considère l'objectif de maintenir dans les campagnes les revenus générés par les activités rurales (faire circuler l'argent paysan en milieu paysan). De même, on soulignera le souci de délivrer des

services sur mesure pour les membres. Par la suite, les évaluations externes organisées en partenariat avec Misereor et Broederlijk Delen en 2012 et 2013 ont permis de constater que les Fonsdev ne sont pas nécessairement adaptés à tous les milieux ruraux. En effet, dans les milieux marginaux où l'agriculture de subsistance domine, où la circulation monétaire reste faible, il apparaît que les exigences fonctionnelles sont élevées en termes de capacités exigées de la part des dirigeants. Ceci dit, il convenait de penser à d'autres dispositifs, de complexité moindre ou intermédiaire qui seraient mieux adaptés à ces milieux.

Inades-Formation était ainsi clairement appelé à diversifier les instruments de microfinance communautaire qu'il accompagne en milieu rural africain pour étendre les services aux populations rurales exclues du système financier classique. La matérialisation de cet appel a été faite avec l'appui du Secrétariat général à Inades-Formation Togo pour la capitalisation de l'expérience d'accompagnement des Groupements d'Épargne et Crédit (GEC).

Un groupe d'épargne et de crédit (GEC) est une forme de tontine améliorée destinée aux personnes à faible revenu. Il permet à ses membres d'épargner de façon régulière de petites sommes d'argent et de se donner des crédits à partir de ces épargnes. Ce sont des petits groupes autogérés de 15 – 20 personnes qui fonctionnent sur un cycle de 9 à 12 mois. Ils sont adaptés aux membres peu lettrés et aux groupements féminins.

L'objectif poursuivi par l'exercice de capitalisation était de développer une méthodologie appropriée d'accompagnement des GEC en vue de la partager avec d'autres Bureaux Nationaux qui pourront ainsi diversifier les instruments d'appui à la mobilisation endogène des ressources financières. Un support de capitalisation décrivant étape par étape la démarche et les outils d'accompagnement d'un GEC a été produit ; il est disponible pour les autres Bureaux Nationaux et d'autres acteurs de développement partenaires qui désireront développer cette alternative dans l'accompagnement des populations ciblées.



Des bénéficiaires des actions des GEC & Fonsdev au Togo, Burundi, RD Congo

Des stratégies de croissance et d'autonomisation progressive pour la viabilité des Fonsdev

En sa qualité de structure apprenante, Inades-Formation apprend et améliore son travail sur la base de la recherche action menée dans le cadre de l'accompagnement des organisations bénéficiaires de ses actions. L'évaluation des activités d'Inades-Formation en 2012 et l'évaluation spécifique des Fonsdev en 2013 ont recommandé à Inades-Formation de veiller à la viabilité financière et sociale des Fonsdev en tant qu'instrument de financement créé et géré par et pour les paysans/paysannes sur la base d'un accompagnement stratégique orienté vers le conseil et la planification dans le temps.

La réponse à cette recommandation a été donnée en deux temps.

Premièrement, une réflexion a été entamée en vue de déterminer les repères d'évaluation des progrès des Fonsdev, lesquels devraient permettre d'apprécier leur évolution dans le temps. Nous avons alors convenu d'apprécier cette évolution en nous référant aux domaines suivants : la portée et l'échelle des Fonsdev, la structure organisationnelle et institutionnelle, la performance financière, le soutien des acteurs externes et l'impact des Fonsdev dans leur environnement. Des paramètres d'analyse ont aussi été associés à chaque domaine pour guider l'évaluation.

Ensuite, nous avons organisé des ateliers au Burkina Faso et au Burundi pour élaborer des stratégies de croissance et d'autonomisation des Fonsdev. A l'aide d'une matrice de détermination du niveau de viabilité comprenant les domaines et paramètres d'analyse associés aux indicateurs de performance, nous avons fait un diagnostic des Fonsdev pour évaluer leurs performances financières, sociales et institutionnelles.

Au regard de ce diagnostic, nous avons observé que les Fonsdev sont plus performants sur le plan social et institutionnel mais peinent à atteindre la viabilité financière à cause, certainement, de leur vocation qui n'est pas la recherche effrénée des profits financiers mais plutôt le renforcement du capital humain et des liens de solidarité financière entre les membres de la communauté qui met en place le Fonsdev.

Sur la base de ce diagnostic, nous avons relevé les grands défis qui sous-tendent la croissance et le développement des Fonsdev et avons identifié les stratégies nécessaires pour les amener à s'autonomiser dans le temps. Ces stratégies s'articulent autour de la mise en place et/ou renforcement des stratégies de suivi et de recouvrement des impayés, la maîtrise du contrôle interne par les élus, la diversification des produits/services des Fonsdev par la construction des partenariats stratégiques avec les organisations des producteurs et d'autres acteurs, la révision des politiques des crédits pour tenir compte de réalités vécues, l'analyse régulière des indicateurs retenus pour se rassurer de la bonne marche de chacune des structures, ...

Enfin, un plan de mise en œuvre des stratégies arrêtées a été élaboré par Inades-Formation Burundi et Burkina Faso en vue de définir les responsabilités de chaque partie prenante ainsi que les modalités d'opérationnalisation et de réalisation de la stratégie globale.

L'élaboration des stratégies de croissance et d'autonomisation progressive des Fonsdev est un engagement vers un accompagnement par objectif, limité dans le temps et basé sur des performances.



Des membres de l'association des femmes maraîchères

III. GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES NATURELLES

Les problèmes de l'environnement et de changements climatiques en particulier demandent des mesures globales et locales en matière de gestion des ressources naturelles.

Les ressources naturelles constituent des biens communs auxquels chaque individu peut prétendre. D'elles dépend la vie. Parmi elles, la terre, l'eau, sont des éléments essentiels aux agriculteurs qui en tirent de quoi se nourrir et nourrir toute la planète. Ces derniers échappent de plus en plus aux petits paysans du fait de plusieurs facteurs allant des convoitises et spéculations au changement climatique entraînant leur disparition.

Pour garantir la protection et une meilleure utilisation de ces ressources naturelles, Inades-Formation soutien les initiatives de gestion communautaire des ressources naturelles. Pour ce faire plusieurs actions sont mises en œuvre ou en cours de développement.

Burundi : Reboisement et agroforesterie pour la lutte contre le changement climatique dans le cadre du projet ACCES

la gestion communautaire des ressources naturelles, Inades-Formation Burundi a collaboré au projet ACCES (Adaptation au Changement Climatique pour la protection des ressources en Eau et Sol) de la GIZ.

Ce projet a pour objectif de mettre en place des instruments visant à réduire la vulnérabilité de la population rurale burundaise face aux effets néfastes

En matière d'appui à

du changement climatique.

Il se déroule dans trois zones pilotes, choisies après une étude sur la vulnérabilité au changement climatique. Il s'agit notamment des collines de Kidasha et Bihangare de la commune Marangara en province Ngozi, Kwigere de la commune Isare en province Bujumbura, ainsi que des collines Murambi et Rubanda de la commune Mutambu en province Bujumbura.

Le projet a démarré par des séances de sensibilisation des habitants des zones pilotes identifiées, des administratifs et d'autres acteurs importants (groupements d'usagers, communes et services étatiques déconcentrés) de ces zones d'intervention sur la protection des ressources en eau et en sol de manière adaptée au changement climatique.

Une planification participative a ensuite été réalisée avec l'implication de tous les acteurs. Cette planification a induit l'identification des meilleures pratiques d'adaptation au changement climatique, appropriées et acceptées pour chaque zone d'intervention du projet ACCES ainsi qu'un planning de mise en œuvre.

Après la planification participative, Inades-Formation Burundi a débuté la mise en œuvre du projet avec la sensibilisation de la population sur l'importance de ces pratiques, surtout sur la protection des sols contre l'érosion et la sauvegarde de leur fertilité. Ensuite, la première mesure d'adaptation au changement climatique identifiée, à savoir le reboisement des collines et l'agroforesterie a été entamée.

A cet effet, des arbres forestiers et agroforestiers ont



Une pépinière d'arbres à vendre à la communauté pour le planting au Kenya

été produits et distribués aux bénéficiaires, tandis que ceux qui étaient destinés au reboisement ont été plantés sur les collines convenues de commun accord avec l'administration.

Comme résultats déjà enregistrés, 4,3 ha ont été reboisés en commune Isare dont environ 1ha de boisement communal avec 2000 plants d'eucalyptus ; 6,7 ha en commune Mutambu dont 3 ha de boisement communal reboisé avec 7000 plants d'eucalyptus. et 7.5 ha de boisement communal en commune Marangara, reboisé avec 24.000 plants.

L'agroforesterie contribue à la promotion des systèmes alimentaires basée sur l'agriculture familiale et à la production d'une alimentation saine par le maintien de la fertilité des sols et l'apport en fumure organique par la décomposition des feuilles des plants agroforestiers qui tombent.

Burkina Faso - Forêt inter-villageoise de Boussou : les communautés élaborent des règles pour sa durabilité

La commune de Boussou abrite l'une des rares forêts encore existantes dans la province du Zondoma. Elle couvre une superficie d'environ 400 ha. Huit villages ont en partage les ressources naturelles contenues dans cette relique forestière. En plus de l'influence positive sur les températures et la pluviométrie locales, cette forêt fournit des produits et services aux populations locales tels que le bois de chauffe, le bois de service, les produits forestiers non ligneux (sources d'aliments et de revenu), les produits de la pharmacopée traditionnelle, le pâturage herbeux pour les animaux, le gibier sauvage, etc.

Depuis ces trois dernières décennies, on assiste à une dégradation continue de la forêt inter-villageoise de la commune de Boussou. Elle est sous les effets

Un partenariat fructueux entre Inades-Formation Burkina et l'ENEF de Dindéresso pour une étude sur la conservation durable des ressources naturelles

Inades-Formation Burkina et l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF) de Dindéresso ont collaboré dans le cadre d'une étude pour l'élaboration de règles locales de gestion concertée et durable de la relique forestière de la commune de Boussou.

Un des objectifs d'Inades-Formation Burkina est d'amener les communautés villageoises ou inter-villageoises à protéger, conserver et restaurer de façon durable leurs ressources naturelles selon des règles consensuelles. Il accompagne depuis 2014 les populations de la commune de Boussou dans la gestion d'une relique forestière de plus de 400 ha. Le processus passe nécessairement par la création d'une forêt inter-villageoise et par l'élaboration d'une réglementation consensuelle. C'est dans le cadre précisément de cette dernière étape qu'Inades-Formation Burkina a fait appel à l'ENEF. En effet, il a saisi l'opportunité offerte par le programme de fin de cycle de formation des élèves contrôleurs des Eaux et Forêts à l'ENEF où les apprenants

sont soumis à un stage sanctionné par le dépôt d'un rapport.

Un élève de la promotion 2013- 2015 de l'ENEF a effectivement réalisé son stage sur le terrain de fin avril à fin juin 2015 à Boussou dans province du Zondoma, sur un thème retenu de commun accord avec Inades-Formation Burkina : «la conservation locale des ressources naturelles par les communautés de base : cas de la relique forestière de Boussou ». L'étude avait pour principal objectif d'accompagner les communautés riveraines de la forêt à élaborer des règles locales pour la conservation durable de la diversité biologique de la forêt et à connaître l'étendue de l'aire délimitée ainsi que de son potentiel à valoriser.

Dans cette étude, il fallait œuvrer à une participation de qualité des différents acteurs lors des activités sur le terrain. Pour cela, le public cible a été regroupé selon les classes d'âge, le genre et les activités socio-professionnelles existants. Dans chacun des

huit villages concernés, les coutumiers, les associations de femmes et de chasseurs, les groupements de gestion forestière (GGF) et les conseils villageois de développement (CVD) ont été approchés séparément. Les renseignements recueillis portaient essentiellement sur l'identification de la forêt villageoise, les intérêts socio-économiques et culturels des populations liés à cette forêt et les propositions de règles à respecter pour une conservation durable des ressources de cette forêt.

Au total, 417 personnes ont été touchées par le stagiaire dont 261 femmes, 12 coutumiers et 144 personnes issues des GGF, du CVD et des associations des chasseurs.

Cette étude a apporté un plus aux multiples façons de procéder dans la quête permanente de solutions pour que ces communautés puissent jouer un rôle de premier plan dans la gestion durable de leurs propres ressources naturelles.

conjugués des mauvaises pratiques de l'Homme et des sécheresses répétées. Pourtant, une disparition de cette forêt entraînerait une catastrophe écologique et économique importante pour les populations de la commune de Boussou et au-delà, de la province du Zondoma.

En réaction à cette situation de dégradation progressive de la biodiversité, les communautés riveraines de la relique forestière de Boussou ont décidé d'y créer une forêt inter-villageoise afin de préserver et valoriser ses ressources naturelles de façon durable. D'où la nécessité d'élaborer des règles locales et consensuelles de gestion de cette forêt.

Inades-Formation Burkina est intervenu pour faciliter l'exécution de toute la démarche d'élaboration desdites règles. Il a œuvré à l'implication de tous les acteurs concernés par la gestion concertée de la forêt en question. Des informations ont été collectées et ont fait l'objet de synthèse. Sur cette base, les droits et devoirs souhaités par les populations locales dans la gestion durable de la forêt ont été formulés. Cela a permis de dégager les règles de gestion en termes d'interdictions et de droits d'usage.

Les interdictions concernent les pratiques de feux de brousse, de défrichement pour l'installation de nouveau champ, de coupe de bois vert, de coupe d'arbre pour le pâturage, d'exploitation de fruits



Une vue de la forêt inter-villageoise de la commune de Boussou - Bourkina Faso

immatures, de récolte de feuilles, fleurs et fruits par la coupe et de chasse de gibier.

Les droits d'usages se rapportent au ramassage de bois mort gisant, la cueillette de fruits matures et de feuilles pour la consommation domestique, le prélèvement rationnel de produits de pharmacopée traditionnelle, le pâturage herbeux, la fauche d'herbe pour les animaux et la fauche de chaume.

Les sanctions disciplinaires vont de la sensibilisation des contrevenants, à la conduite des récidivistes auprès des autorités forestières pour l'application des dispositions prévues par les lois en vigueur.

Les règles consensuelles ainsi élaborées devront

Inades-Formation Togo a célébré l'année Internationale des sols sous le terme : « Restaurer, Maintenir et Gérer durablement les terres... »

L'année 2015 a été déclarée par l'ONU comme « l'année internationale des sols ».

Support sans lequel aucune production agricole n'est possible, les terres en général et les sols en particulier sont sujets de nos jours à de fortes dégradations conduisant à la perte de leur capacité de production et de protection des ressources.

Après la célébration de l'année internationale de l'agriculture familiale de 2014 dont il avait été le principal initiateur conduisant de la mise en place d'un Comité national sur la thématique, Inades-Formation Togo a dans le cadre ce projet célébré l'Année Internationale des Sols couplée à l'auto évaluation annuelle dudit projet. L'objectif de cette célébration était

d'amener les bénéficiaires du projet et autres acteurs de la préfecture à une meilleure gestion des terres cultivées par l'adoption des bonnes pratiques qui restaurent les sols et maintiennent durablement leur capacité de production. L'événement a connu la participation des producteurs, des autorités administratives et traditionnelles (les cinq chefs des cantons couverts par le projet), des représentants des services techniques et les bénéficiaires du projet.

Les autorités traditionnelles qui ont une part de responsabilité assez importante dans la gestion du foncier de leur territoire ont compris que la bonne gestion des terres passe par la sécurisation de celles-ci. A partir des exemples concrets d'acquisition mas-

sive des terres dans la sous-région et au Togo, les exploitants agricoles sont conscientisés sur la nécessité de faire un travail de veille afin d'éviter sinon limiter les cas d'accaparement des terres dans la préfecture.

Quelles stratégies de développement des bonnes pratiques de gestion des terres face à la menace que constitue la transhumance ? Telle est la principale question qui a nourri les discussions entre les participants. Les producteurs ont souhaité qu'Inades Formation Togo s'associe à d'autres partenaires afin de trouver des solutions idoines à la question de la transhumance pour limiter les dégâts causés par le passage des animaux d'élevage.

permettre aux populations locales de tirer des bénéfices de la forêt tout en la préservant et en la restaurant. Le défi qui reste à relever est le respect effectif de ces règles par l'ensemble des communautés locales.

Des actions telles que la sensibilisation des populations à travers une large diffusion desdites règles et la mise en place de groupements de gestion forestière devront contribuer à relever ce défi. En outre, la promotion de certaines activités comme l'apiculture, la transformation de produits comme les fruits de karité, néré sont censées permettre de lutter contre la pauvreté des couches vulnérables, notamment des femmes et à une meilleure valorisation et protection des ressources de la forêt.

Information, Education, et Communication (IEC) autour du changement climatique au Togo

Dans le cadre du Programme d'appui à la gestion durable des ressources naturelles, Inades-Formation Togo anime des activités d'éducation, d'information et de communication dans les 5 régions économiques du Togo au profit de 209 OP bénéficiaires d'appui du PADAT.

A cet effet, un atelier national et six (6) ateliers régionaux sur l'intégration de l'élevage à l'agriculture ont été organisés. 35 sessions de sensibilisation rapprochée ont été organisées sur toute l'étendue du territoire en milieu paysan et des supports pédagogiques spécifiques ont été produits pour la réalisation de ces sensibilisations. Ainsi 320 affiches

de format A2 et 10 bâches de sensibilisations ont été produites.

Six émissions radio ont été aminées sur les radios locales avec la production de deux Sketchs audio visuels portant respectivement sur la « compréhension des changements climatiques » et sur les « mesures d'adaptation au Changement Climatique » à diffuser sur les radios locales.

Un manuel général pour participant est en cours de production et sera distribué aux participants lors de la prochaine phase de formation.

373 personnes membres des 209 OP ont pris part aux différentes formations organisées. Ces différentes activités ont permis aux différentes OP accompagnées d'avoir une meilleure connaissance du phénomène du changement climatique et de ses impacts sur les activités agricoles. Les communautés à la base décrivent le phénomène à travers ces impacts sur leur quotidien et sur les activités économiques.

Les bénéficiaires et ceux ayant suivi les sessions de restitution sont engagés et expérimentent les mesures d'adaptation développées afin de renforcer leur résilience face au phénomène.

Après cette première phase du projet, il existe désormais dans les communautés des personnes relais disposant des outils pédagogiques adaptés au milieu rural pour assurer les échanges et les sensibilisations sur le changement climatique.



Production de plants agro forestiers et fruitiers au Togo

IV. DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le programme Décentralisation et Développement locale est destiné à doter les commutés rurales en général paysannes en particulier de moyens et outils de participer à la gestion de leur cité. Ils apprennent à choisir de manière démocratique leurs dirigeants, à se fixer des règles de gestion et à suivre leur respect.

Burkina-Faso : Un mécanisme de gestion des plaintes pour améliorer les services rendus par les municipalités

In a d e s -

Formation

Burkina a organisé au cours du deuxième trimestre de l'année 2015 des ateliers intercommunaux à Mogtedo et à Boussé, localités situées dans la région du Plateau central. Ces ateliers ont été organisés pour servir de cadre d'expression et d'échange sur les plaintes des citoyens par rapport aux services rendus par les municipalités. L'organisation de ces ateliers intercommunaux s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement de la participation citoyenne, une des composantes du programme de promotion de la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques locales.

Ces activités avaient pour objectif de permettre aux participants de définir des mécanismes opérationnels de recours des citoyens à la gestion des plaintes dans leurs communes.

Au cours des ateliers intercommunaux, le concept de gestion des plaintes et les types de plaintes ont été présentés aux participants. Puis, une analyse de la problématique actuelle de la gestion des plaintes a été réalisée. Les participants ont pu à l'occasion identifier les mécanismes de recours des citoyens pour les plaintes.

Plusieurs types de plaintes ont été identifiés dans les différents domaines de compétence des communes. Les plaintes évoquées étaient relatives aux attributions des parcelles, la non résidence de certains agents de l'Etat, la perte des documents civils au sein de la mairie, l'absentéisme des agents de santé pendant les périodes de garde, la lenteur dans l'établissement des actes d'état civil. Après une analyse de ces plaintes, des modèles théoriques de mécanisme de recours des citoyens pour leur gestion ont été identifiés.

En termes de résultats, il y a eu la définition de deux systèmes de recours des citoyens.

Le premier système renvoie à l'institution de deux cellules, avec la mise en place d'une cellule villageoise de gestion des plaintes (CVGP) ou un point focal au niveau village et une cellule communale de gestion des plaintes (CCGP). Le deuxième système de recours des citoyens a trait à la mise en place d'une cellule de réception et de traitement des plaintes au niveau communal.

Ont pris part aux ateliers les présidents des délégations spéciales, les secrétaires généraux des mairies et des membres des délégations spéciales constitués de représentant d'organisations de la



Atelier intercommunal de Boussé sur les services rendus par les municipalités, Burkina Faso

société civile.

«L'organisation de ces ateliers intercommunaux est une première dans la plupart des communes touchées. Cette initiative a été fort appréciée par les acteurs qui ont pris part aux réflexions», explique Isidore DELLA, chargé de programme décentralisation et gouvernance locale à Inades-Formation Burkina.

Ces ateliers devront permettre d'aller vers une amélioration des services municipaux dans les différentes communes touchées par Inades-Formation Burkina à travers son projet de renforcement de la participation citoyenne.

Il est à présent attendu des délégations spéciales la prise de délibérations pour la mise en place du système convenable de recours des citoyens.

Le programme de promotion de la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques locales d'Inades-Formation Burkina a permis de toucher depuis sa mise en œuvre en 2015 plus de 62 organisations. 3 comités de suivi à la base (CSB) et une coordination communale des OSC ont été mis en place.

Au total 27 communes sont concernées par les activités du programme.

Togo : Facilitation du dialogue local à travers l'animation des cadres de concertation dans les collectivités territoriales

L

e projet « Appui à la mobilisation et à l'organisation des communautés rurales autour des initiatives de développement local au Togo » vise à faciliter la mise

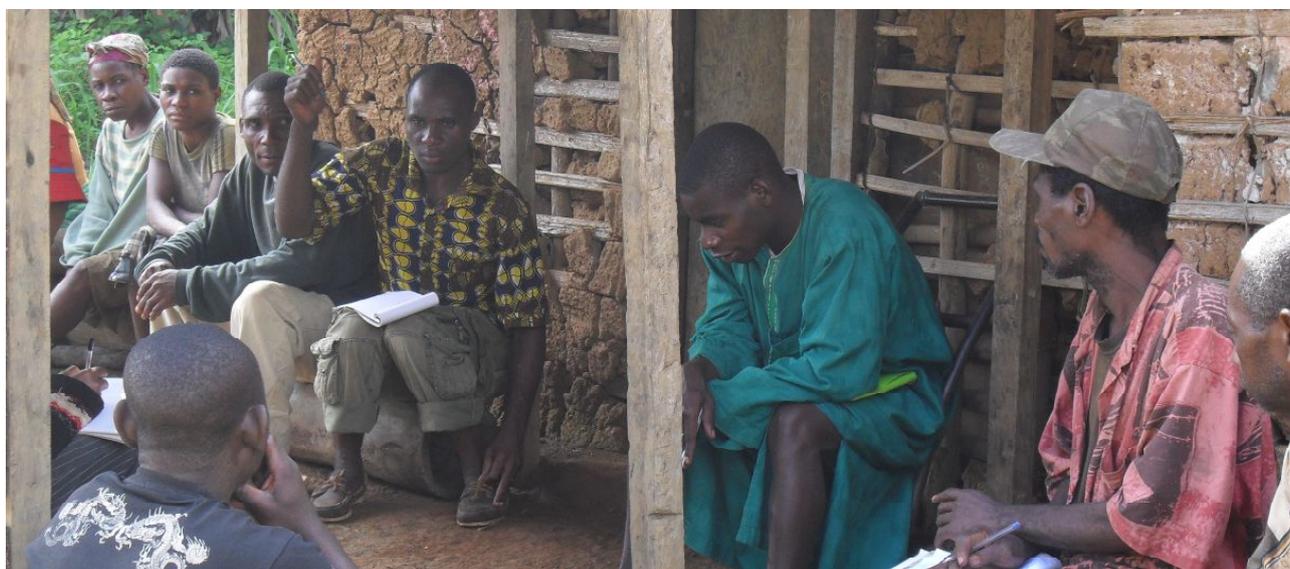
en œuvre participative des plans de développement dans les cantons d'Attitogon, Momé, Atchangbadè et la commune d'Adéta.

L'accompagnement donc de ces collectivités met en phase des acteurs qui interviennent auprès des principaux groupes cibles notamment les Comités de Développement à la Base (CCD, CVD, CDQ) et la chefferie à travers les outils de planification (le plan de développement local). Ces plans comportent essentiellement les programmes de gouvernance locale, l'accès des populations aux services sociaux de base, l'amélioration des revenus des ménages et la protection de l'environnement.

La mise en œuvre des actions est faite par les comités élus par les populations et qui jouent le rôle d'organes chargés de piloter le développement local.

Le canton d'Attitogon, situé dans la préfecture du Bas Mono (Région Maritime) a commencé une expérience en matière d'animation de cadre de concertation (niveau cantonal) dans le but d'améliorer la communication entre les principaux acteurs et aussi de contribuer à faciliter le dialogue local.

Dans la conduite du processus de développement dans ce canton, il se dégage quelques constats qui sont des facteurs qui limitent la participation citoyenne aux activités communautaires. Il s'agit de la faible communication entre le bureau du CCD et le CVD d'Attitogon centre et /ou entre des CVD et la chefferie, quelques conflits liés au leadership entre certains membres des CVD et le bureau cantonal CCD, la faible mobilisation des ressources financières comme contribution pour la réalisation des projets socio communautaires. Pour réaliser les actions inscrites dans le plan de développement, des initiatives sont prises dont celle d'un cadre de



Concertation de l'Association autochtone Abawoni de Mintom dans le Sud Cameroun

concertation pour mieux échanger sur les problèmes du canton.

L'animation du cadre de concertation met le focus sur l'amélioration des relations de collaboration entre les comités de développement, la chefferie, les partenaires qui interviennent dans le milieu, les services techniques (éducation, santé, action sociale...) les confessions religieuses, les personnes ressources, la diaspora pour une amélioration des conditions de vie des citoyens/citoyennes.

En effet, le cadre de concertation est un espace offert aux différents acteurs d'échanger au cours d'un atelier ou rencontre sur une action publique. Il permet d'améliorer la gouvernance au sein de la collectivité à travers la mise en œuvre des projets communautaires ou des valeurs partagées. Le cadre de concertation favorise le dialogue local, renforce la légitimité des organes de développement à la base et développe la cohésion sociale.

Après l'organisation du forum des partenaires en développement qui a permis au CCD d'Attitogon de présenter son plan de développement aux différents intervenants dans le milieu, Inades-Formation a commencé l'expérience de l'animation de cadre de concertation avec ledit canton.

Pour le canton, la vision est « En 2020, le canton d'Attitogon que nous voulons est une commune bien

gouvernée où les ressources sont mobilisées et bien gérées en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations ».

Pour cette année 2015, le thème développé est « Quel canton laisserons-nous à nos enfants ». Il s'agit de situer les participants sur l'état de mise en œuvre des actions du PDL et aussi avec les partenaires de l'éducation réfléchir sur la scolarité des enfants particulièrement les jeunes filles et les questions de grossesses précoces qui handicapent la progression normale de celles-ci.

La mise en place des organes de développement (CCD, CVD, CDQ) de façon démocratique appuyée par les formations, sont des éléments qui facilitent le développement local. Le choix démocratique des dirigeants devient de plus en plus une culture et un apprentissage dans le canton d'Attitogon et confère une légitimité à ces organes qui négocient des projets socio communautaires et prennent des engagements au nom de leur communauté.

De plus, la diaspora, constituée des citoyens/citoyens des villages composant le canton mais qui vivent hors du canton, adhère aux cadres de concertation et participe à la cohésion sociale.



Les membres du groupe de Changamoto dans le village Mlebule en Tanzanie

V. PLAIDOYER ET INFLUENCE DES POLITIQUES

En matière d'influence des politiques, le Secrétariat Général et quelques BN sont engagés dans le plaidoyer pour une gestion sécurisée et durable des terres particulièrement des terres rurales.

A cet effet, plusieurs comités locaux de veille ont été instaurés dans différents pays pour mener une veille sur le phénomène de l'accaparement des terres arables.

En Côte d'Ivoire, un observatoire multi acteurs a été mis en place pour suivre les questions foncières.

La plateforme ALERTE-Foncier pour offrir un espace de réflexion et de proposition sur les questions foncières en Côte d'Ivoire

En g a g é dans le plaidoyer politique pour une gestion sécurisée

et durable des terres, le Secrétariat Général Inades-Formation a suscité la création d'une plateforme sur le Foncier rural en Côte d'Ivoire. Baptisée Association Libre d'Experts et Réformateurs sur la thématique du Foncier en abrégé ALERTE-Foncier, la plateforme réunit des organisations de la société civile notamment des Associations et ONG, des consultants indépendants, des chercheurs, des universitaires, la chefferie traditionnelle, etc. travaillant sur la problématique du foncier en Côte d'Ivoire.

La création de cet observatoire a été motivée par les nombreux conflits fonciers qui mettent à mal la paix sociale dans le pays depuis de nombreuses années et les difficultés des différents acteurs à les résoudre.

Elle s'est donné pour objectifs de

- Offrir un espace de réflexion prospective ouvert et audacieux ;

- Etre une force de proposition pour contribuer à :

- La réduction des litiges fonciers ;
- L'amélioration de la cohésion sociale ;
- La sécurisation des droits des populations au foncier et en améliorer la gouvernance ;
- Favoriser l'accès et l'utilisation des terres aux populations défavorisées.

La plateforme baptisée ALERTE-Foncier s'est doté d'un règlement intérieur et d'un plan d'action.

Elle comprend 3 organes :

- Un secrétariat technique dont le rôle est d'assurer la coordination, l'animation, le pilotage, la communication, l'influence, la gestion de base de données et le fundraising.

- Un comité scientifique chargé du pilotage de la réflexion prospective, la systématisation des produits de la réflexion, la publication, ce comité est constitué d'un noyau qui est permanent et des membres ad hoc pour réfléchir et traiter ponctuellement un thème.

- Groupe de coordination stratégique : composé du secrétariat technique et du noyau du comité scientifique dont le rôle est de réfléchir sur les orientations de la plateforme, et veiller à garder le cap sur la vision définie et conserver le caractère libre de la plateforme comme une force.

ALERTE-Foncier « anime » à travers ses membres ;



Atelier de présentation de l'étude sur les obstacles à l'application de la loi de 1998 relative au domaine du foncier rural en Côte d'Ivoire

les réflexions et le dialogue citoyen, sur les solutions à la sécurisation foncière. Il est déjà engagé dans des ateliers formatifs, d'échanges de connaissance, de mise à niveau et de plaidoyer et est devenu un acteur important de la question foncière en Côte d'Ivoire.

La plateforme est consultée comme représentante de la société civile au travers d'un atelier sur la politique foncière en Côte d'Ivoire. Elle est désormais en collaboration étroite avec les partenaires techniques et financiers (UE, FAO, Banque Mondiale) et les acteurs nationaux clés (Direction du foncier rural) qui la consultent sur la question essentielle de sécurisation foncière en Côte d'Ivoire

Des comités locaux de veille sur le foncier en marche

Au Congo, en Côte d'Ivoire et au

Tchad, des plateformes et comités locaux de veille sur le foncier ont été mis en place. L'observatoire du Kongo Central en RD Congo sur le foncier est né au cours de l'atelier de restitution et de validation des résultats de l'étude diagnostique de la problématique foncière et Perspective d'actions citoyennes dans la province du Kongo Central, organisé du 27 au 28 mai 2015. Cet atelier a vu la participation des autorités



Réunion de constitution du comité de veille sur le foncier en RDC

provinciales, des dirigeants des organisations paysannes ainsi que des paysans.

Les différents comités de veille se sont dotés de plan d'action pour mieux fonctionner. Différentes missions de suivi ont été réalisées pour nous assurer de leur bon fonctionnement. Un guide de fonctionnement a été mis à leur disposition et va concourir à la facilitation de leur fonctionnement et prise de positions vis-à-vis des cas d'insécurité foncière notamment la lutte contre les acquisitions massives des terres et les difficultés de sécurisation foncière.

Inades-Formation Burkina apporte son témoignage au Festival de films AlimenTerre de 2015

Inades-Formation Burkina a participé du 15 octobre - 30 novembre 2015 au Festival de films AlimenTerre en France. L'organisation a été représentée par le chargé de programme financement du monde rural.

Créé et piloté par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) depuis 2007, le Festival AlimenTerre a lieu chaque année en France et dans 9 pays. Cet événement permet aux citoyens de s'informer, comprendre et agir sur les causes de la faim dans le monde. L'édition 2015 du Festival a porté sur le thème : « risque climatique et défi alimentaire ». Elle a mis en lumière les paradoxes de nos modes de productions agricoles. En 2015, 1 176 projections ont été organisées autour de 8 films, à l'initiative d'associations, collectivités territoriales, lycées, universités, organisations paysannes, ou encore de cinémas.

Inades-Formation Burkina à travers son représentant a été appelé à intervenir sur trois films dont les titres sont les suivants : « Et Maintenant Nos Terres », « Ceux qui sèment », « 9.70 ».

Dans le film « Et Maintenant Nos Terres » trois héros de la paysannerie refusent d'abandonner leurs terres à des investisseurs étrangers promoteurs de cultures

intensives. Ces trois résistants défendent un autre modèle de développement agricole.

Le film « Ceux qui sèment » est un véritable tour du monde de l'agriculture familiale, qui emploie à ce jour plus de 40 % des actifs mondiaux et produit 80 % de l'alimentation mondiale, ce film permet de mieux définir les différentes réalités de l'agriculture familiale, ses avantages et ses limites.

Le film « 9.70 » concerne la condition du traité de libre-échange entre les Etats-Unis et la Colombie, la résolution 9.70 interdit aux agriculteurs colombiens de conserver une partie de leur récolte pour l'utiliser comme semence. En août 2011, au détriment de la sécurité alimentaire du pays, des récoltes de riz sont saisies et détruites en application de cette résolution. Les interventions du représentant d'Inades-Formation Burkina sur ces films cités ont été effectuées dans les localités suivantes : Bourgogne, Franche-Comté, Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne, Centre.

Dans le rapport du festival on peut lire ce qui suit : « 90 % des séances ont été suivies de débats avec la participation d'intervenants originaires de la région, de France ou de l'étranger. 74% des séances ont suscité une envie de s'engager »

VI. ETUDE ET PUBLICATIONS

Inades-Formation pour mieux remplir sa mission réalise diverses études qui lui permettent de mieux cerner les situations et réalités dans lesquelles évolue le réseau et les groupes cibles. Les études permettent également de bien orienter ses actions et d'en apprécier les impacts.

En tant qu'institution de formation, Inades-Formation produit diverses publications. Il s'agit de publications pédagogiques, de résultats d'études etc.

Touche pas à ma terre, c'est ma vie

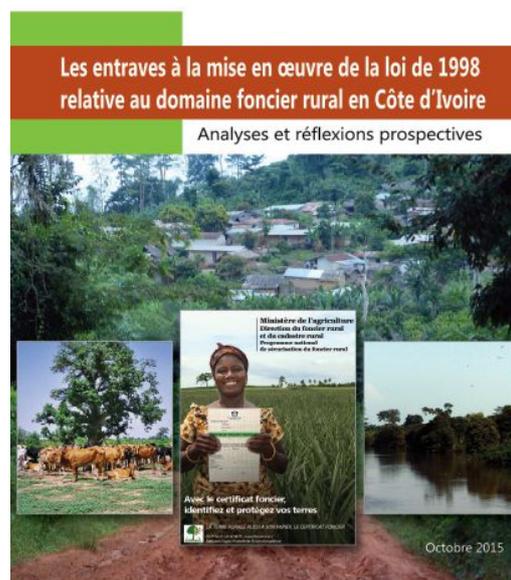


Le livre «**Touche pas à ma terre, c'est ma vie**» est une synthèse des résultats de la recherche participative sur les acquisitions massives de terre en Afrique de l'Ouest et leur impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales. Initiée par la Copagen, une coalition d'organisations de la société civile de neuf pays africains, dont Inades-Formation et ses partenaires, la recherche a été conduite dans les neuf pays de la Copagen à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Sénégal et le Togo.

L'œuvre nous explique les mécanismes du phénomène des acquisitions massives de terre, leur ampleur, les acteurs et les conséquences sur les populations victimes. Au moins 2.313.411 ha de superficies sont concernés.

Un documentaire vidéo intitulé «A qui la Terre ? A nous la Terre ! a également été produit en complément de cette publication.

Les entraves à la mise en œuvre de la loi de 1998 relative au domaine du foncier rural



Inades-Formation a réalisé une étude sur les entraves à l'application de la loi de 1998 relative au domaine du foncier rural.

En effet, depuis 1998, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'une loi sur le domaine du foncier rural devant permettre de sécuriser les terres et de consolider les détenteurs de droits coutumiers sur les terres rurales. Malheureusement, dix ans après, il est à constater que cette loi n'a quasiment pas été mise en application. 10 années avaient été données aux propriétaires coutumiers pour faire reconnaître leur droit à travers le certificat ou titre foncier.

En 2013, un délai supplémentaire de 10 ans a été accordé aux paysans pour faire immatriculer leurs terres afin d'obtenir les titres fonciers.

Malgré les efforts que l'Etat ne cesse de déployer à travers de nombreux programmes d'appui à la sécurisation foncière, l'on se rend compte que visiblement, les choses ne semblent pas beaucoup avancer. Très peu de droits coutumiers ont été convertis en droit positifs et les conflits sur le foncier rural continuent de proliférer.

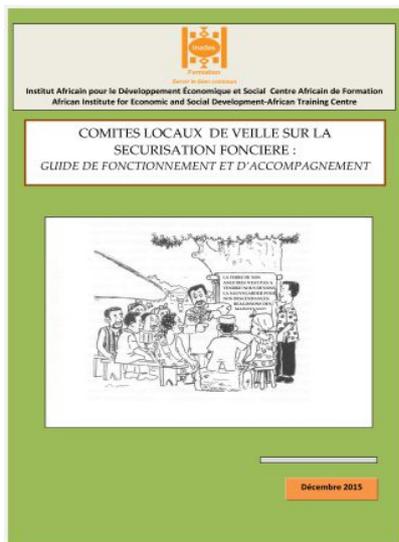
C'est donc pour mieux comprendre les facteurs et causes des freins à la mise en œuvre de la loi, et impulser le débat sur la question de la sécurisation foncière en milieu rural, Inades-Formation a mené cette étude.

L'étude s'est intéressée particulièrement aux acteurs de terrain que sont les paysans et a permis suivant la nature des obstacles constatés, de faire des propositions à même de garantir durablement le succès du processus de sécurisation foncière.

Les résultats de l'étude ont fait l'objet d'un atelier national d'échanges à Abidjan et de deux ateliers locaux à Aboisso et Korhogo. e deux ateliers à Abidjan et à Korhogo dans les mois d'octobre et novembre 2015 avant d'être publiés.

Les résultats de l'étude publiés ont été retenus par les partenaires techniques et financiers comme document de référence pour l'élaboration de la politique foncière en Côte d'Ivoire.

Guide de fonctionnement des comités locaux de veille sur le foncier



Dans le processus d'accompagnement des communautés dans la lutte contre les acquisitions massives ou les accaparements des terres agricoles, Inades-Formation suscite et soutient la création de comités locaux de veille. Ces comités locaux ont pour rôle d'assurer la veille, d'alerter les communautés et de mobiliser la société civile contre les menaces à la sécurisation des terres.

Ce guide produit par le Secrétariat Général, est un outil d'orientation pour la création, le fonctionnement et l'accompagnement de comité local de veille dans le système d'observation et d'action contre les menaces à la sécurisation foncière. Il est destiné à toute entité engagée dans l'accompagnement des communautés sur le processus de sécurisation foncière.

Une recherche pour l'amélioration de l'intervention d'Inades-Formation Burkina sur la décentralisation

La recherche pour l'amélioration de l'intervention

d'Inades-Formation Burkina dans le domaine de la décentralisation et de la gouvernance locale a conduit à une revue de toutes les stratégies d'intervention initiées depuis 2002 et à une capitalisation des différentes stratégies d'intervention en matière d'accompagnement des acteurs dans le processus de la décentralisation. En sus de la capitalisation, une analyse de ces stratégies a permis de faire ressortir les difficultés rencontrées dans chacune d'elle et de tirer des enseignements. Ces éléments serviront de base solide pour la définition d'autres stratégies d'intervention et de les expérimenter dans la conduite des projets à venir.

Revue Terimberere

En 2015, Inades-Formation Burundi a publié un numéro de la revue « Terimberere », dédié à l'agriculture familiale. Il a été édité en langue nationale et s'adressait à tout public, paysans comme décideurs, mais aussi aux différents intervenants dans l'agriculture. Le numéro présente la définition, les avantages de l'agriculture familiale, son histoire au Burundi, ses défis et la possibilité de faire face à ces défis pour sa promotion. S'y trouvent également les actions réalisées au cours de l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF 2014) au Burundi et ailleurs dans le monde, ainsi que la raison pour laquelle cette année 2014 a été proclamée comme telle.

Livrets pédagogiques

Au cours de l'année 2015, Inades-Formation Côte d'Ivoire traduit trois livrets en français fondamental portant sur :

- Comment avoir un sol toujours fertile ;
- Comment lutter contre les mauvaises herbes ;
- Comment associer le manioc à d'autres cultures

Recueil sur la Résilience au changement climatique

Inades-Formation Kenya a, au cours de l'année, documenté et édité des exemples de réussites sur l'augmentation de la résilience au changement climatique. L'objectif de cette publication est de partager nos expériences avec toutes les parties prenantes et les praticiens de la réduction et l'adaptation au changement climatique. Il s'agit de partager les stratégies pratiques qui ont été adoptées pour réduire la vulnérabilité de la communauté cible, et pouvant être adoptée dans d'autres régions.

VII. VIE ASSOCIATIVE

La vie associative de l'association internationale et des associations nationales s'est dans l'ensemble déroulé comme prévu avec l'organisation des réunions de conseils d'administration et AG. Toutefois quelques événements majeurs ont été constaté dans certains pays et de nouveaux partenariats ont été signés.

Validation de la signature institutionnelle par le Conseil d'Administration international

Le Conseil d'Administration International a régulièrement tenu ses réunions. Lors de la deuxième réunion, les membres ont longuement échangé sur la signature institutionnelle, analysant les différentes propositions faites par les membres associés et le personnel. Le choix finalement s'est arrêté sur «Servir le bien commun» qui exprime la finalité du travail du réseau.

40 ans d'Inades-Formation Burundi

2015 consacre les 40 années d'existence d'Inades-Formation Burundi. L'évènement a été célébré au cours de l'Assemblée Générale à travers la visualisation d'un film sur les réalisations de l'association pendant ces 40 années. Par ailleurs, l'AG a approuvé l'adhésion de deux membres.

Au niveau des partenariats, un nouveau partenariat avec la GIZ a été signé en 2015, pour la mise en

œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique dans la zone d'intervention du projet ACCES (Adaptation au Changement Climatique pour la protection des ressources en Eaux et Sols).

Les membres associés d'Inades-Formation Burkina se forment

Dans l'optique de dynamiser la vie associative, des activités ont été organisées au profit des membres associés d'Inades-Formation Burkina. Ils ont ainsi bénéficié d'une formation sur la lecture des états financiers, une visite de terrain pour voir les réalisations des projets et partenaires dans la région du Nord du Burkina.

Ils ont également pris part à un atelier thématique sur la décentralisation dont l'objectif était de ré-questionner la stratégie d'accompagnement de la société civile par Inades-Formation Burkina afin de la rendre plus active et plus influente dans les prises de décisions et dans le processus d'instauration de l'Etat de droit, de la démocratie et du développement durable au Burkina Faso.

Les travaux de l'atelier ont permis de ressortir 3 pistes de recommandations pour la vingtième AG ordinaire de l'association nationale. Il s'agit de :

- L'élaboration d'un document sur la politique d'accompagnement des OSC par l'Inades-Formation Burkina dans le domaine de l'influence des politiques.
- L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie visant une plus grande visibilité de



Les membres associés d'Inades-Formation Burundi lors de l'AG de 2015

l'action d'Inades-Formation/Burkina en général et plus particulièrement dans le domaine de la décentralisation et influence des politiques publiques.

- La capitalisation des outils et démarche d'accompagnement d'Inades-Formation Burkina dans le cadre de la décentralisation et l'influence des politiques.

Ainsi, l'AG qui s'est tenue le 30 mai 2015, a pris une résolution sur l'élaboration d'un document relatif à la politique d'accompagnement des OSC dans le domaine de la décentralisation et de l'influence des politiques.

Notons également le Conseil d'administration a accordé un mandat de 3 ans à la nouvelle Directrice d'Inades-Formation Burkina après une année évaluée positive à la tête du bureau exécutif.

Rwanda : Des membres associés impliqués

L

'association nationale Inades-Formation Rwanda a enregistré l'adhésion de deux nouveaux membres, parmi les employés du BN. Les membres associés ont participé aux activités du bureau national, particulièrement à :

- La formation sur l'équité et rédaction du document de politique genre au sein d'Inades-Formation ;
- Aux restitutions sur les études réalisées par le BN (riz, café et genre)
- L'actualisation des données dans le domaine du café ;
- La rédaction du MAPAF
- La journée nationale de l'arbre au BUGESERA ;
- A la visite à Gikonko.

Comme nouveaux projets, l'association a reçu un financement d'ALBOAN qui prend en compte les projets des jeunes tel que recommandé par l'AG de Machakos comme transversalité dans nos programmes/projets.

Un partenariat a été signé avec la FAO pour un projet exécuté dans le district de NYARUGURU, plus précisément dans les secteurs de CYAHINDA et NYAGISOZI. Il a démarré en septembre 2015 pour une durée d'une année renouvelable. Il consiste à renforcer les moyens de subsistance des femmes venant des familles vulnérables et des coopératives des femmes sélectionnées en vue d'améliorer l'aspect économique et nutritionnel de la population cible en utilisant l'approche Champs Ecole Pratiques et Ecole de vie communément appelé FFLS

Le troisième partenariat est le projet signé avec

le MINAGRI pour une durée d'une année, pour le renforcement des capacités des exploitants des marais aménagés dans deux districts de la Province du Sud.

Nouvelle dynamique à Inades-Formation Tchad

I n a d e s -

Formation Tchad a commandité une évaluation de son plan d'action 2013-2015 dans le but d'apprécier sa mise en œuvre, de tirer de leçons pour des actions similaires, de retenir des défis et des orientations pour un nouveau plan opérationnel 2016-2018.

Ce plan s'inspirera des réflexions en cours, au sein du Réseau Inades-Formation, pour réinventer Inades-Formation, et des recommandations de différentes évaluations des projets spécifiques. En effet, c'est sur la base de ce plan que découleront les Programmes/projets qu'il va élaborer à sa propre initiative voire aux appels d'offre de projets et de prestations de service. Ce plan servira aussi pour renouveler l'Accord projet avec le Gouvernement du Tchad et notre organisation.

L'association nationale a connu une nouvelle dynamique au cours de l'année 2015. L'Assemblée générale ordinaire de 2015 a pris des résolutions importantes pour cette dynamisation. Le nouveau Conseil d'Administration n'a pas tardé à se réunir, même en Conseil extraordinaire quand la situation l'exige.

L'audit de gestion de juin 2015 a permis d'impulser une dynamique du Conseil d'administration au regard des nouveaux défis à relever par l'Association.

La reconstitution progressive des capacités de l'équipe du BN s'est poursuivie en 2015. Celle-ci a été renforcée par de nouveau recrutement pour remplacer, en particulier, les agents de mise en œuvre des activités, liées aux filières agricoles qui sont les animateurs (2 pour insuffisance de résultats et 1 décès) et les deux conseillers formateurs démissionnaires. Des formations sur les thèmes spécifiques ont été données en fonction des insuffisances constatées dans l'utilisation des outils et approches.

Togo : Maintenir le contact avec les membres associés et renforcer les partenariats

P o u r

donner un nouvel élan à l'Association Nationale (AN) en matière de formation agricole, une journée de réflexion a été organisé en prélude à l'AGO d'avril

2015 sur le thème : « la formation agricole et rurale, quels positionnements d'Inades-Formation Togo face aux nouvelles orientations des partenaires techniques et financiers ». A l'issue des travaux, l'atelier a recommandé un diagnostic institutionnel et l'approfondissement de la réflexion pour mieux positionner Inades-Formation Togo dans le système de formation agricole et rural au Togo. Ces recommandations ont pris en compte l'évolution du contexte national, les mutations en cours dans le monde agricole et dans le système de formation agricole et rural au Togo.

Par ailleurs, les différents organes de l'Association Nationale (AG et CA) ont fonctionné normalement. Des rencontres statutaires ont été régulièrement organisées (réunions du CA, AGO).

Le bulletin d'information « Nouvelles du BN » destiné aux membres associés a connu deux (2) publications qui ont permis de maintenir les échanges entre les associés et le BN.

Pour les partenariats, des négociations ont abouti à l'obtention de quelques financements auprès de différents programmes étatiques et organisations de développements dont CBM avec qui deux projets seront réalisés respectivement sur une période de 5 et 4 ans.



Présidium de l'AG d'Inades-Formation Togo

Des négociations ont été menées avec ASTM pour le financement d'un nouveau projet sur 3 ans (2016-2018). Des négociations sont en cours pour lever certains financements auprès du projet ProCIV. Par ailleurs un accord de collaboration est négocié avec Kinomé (une entreprise française) pour une durée moyenne de 5 ans en vue de rechercher du financement sur des actions à développer au Togo pour promouvoir la filière Moringa sous toutes ses formes ainsi que le reboisement d'espèces végétales à caractère économique pour les communautés locales.



AG Inades-Formation RD Congo



Photo de famille AG d'Inades-Formation Cameroun

VIII. BILAN FINANCIER

RESSOURCES FINANCIERES

Le réseau a mobilisé des ressources globales 3 732 millions de FCFA dont 825 millions de ressources propres et 2 908 millions de subventions directes. 169 millions FCFA de ces ressources ont été alloués aux équipements en 2015. Pour son exploitation, le réseau a disposé de 3 560 millions FCFA contre FCFA 2 983 millions en 2014.

ANALYSE DU RESULTAT D'EXPLOITATION

Le total des ressources a augmenté de 23,12%, due à l'amélioration des subventions Boederlijk Delen, Alboan, Eed et les autres sources de subventions.

L'aide publique au développement étant essentiellement faite d'appels à proposition, Inades-Formation s'est investi dans les réponses aux appels à propositions de projets. Cet investissement commence déjà à porter des fruits au vu du niveau de réalisation des autres sources de subvention qui est passé de FCFA 737 871 343 en 2014 à FCFA 1 150 829 104 en 2015.

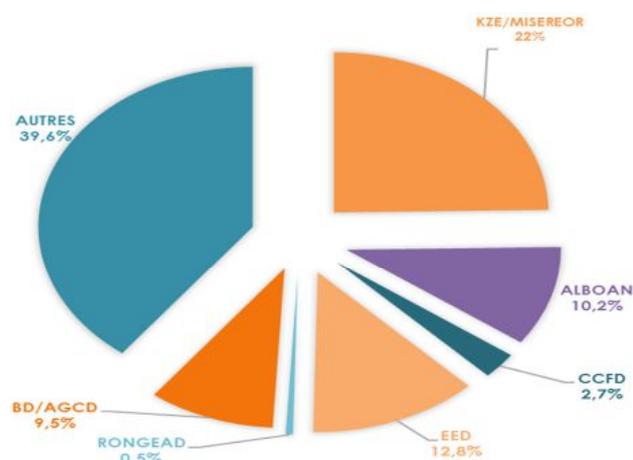
Les dépenses de fonctionnement connaissent une

augmentation de 15,20%. Cette augmentation est essentiellement l'effet d'une variation à la hausse des dépenses directes d'activités pour 34,23% et des frais généraux pour 6,46% par rapport à l'exercice 2014. Les frais du personnel ont connu un accroissement de 2,56%. Cette augmentation se ressent essentiellement au niveau des frais de missions (+34,30%) et des frais du personnel (+2,56%). Malgré les variations importantes qui peuvent s'observer au niveau des autres postes budgétaires, elles restent peu significatives au regard de leur poids inférieur à 3% sur l'ensemble des dépenses.

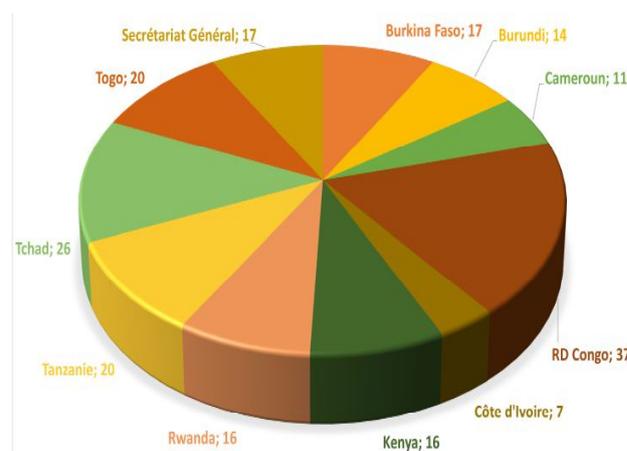
SITUATION DU PERSONNEL DU RESEAU EN 2015

Au 31 décembre 2015, l'effectif du personnel du réseau est de 201 personnes. Ce personnel est composé de 27 cadres administratifs, 100 cadres de formations, 36 Employés de bureau et 38 autres employés. Cet effectif s'est accru de 17% par rapport à l'effectif de 172 membres du personnel au 31/12/2014. Cet effectif prend en compte le personnel volontaire national qui est utilisé par Inades-Formation Togo.

Ressources



Repartition du personnel au sein du réseau



Résultats consolidés (exprimés en FCFA)

POSTES BUDGETAIRES	31/12/2015
21 Subvention directe	2 907 223 103
22 Ventes et Abonnements	12 533 719
23 Prestations de Services	605 519 868
24 Autres Produits	206 483 641
Ressources propres	824 537 228
Sous-Total produits	3 731 760 331
26 Subventions revirées aux bureaux N.	0
27 Subventions d'équipement	-168 138 292
Ecart de conversion	-3 460 487
TOTAL RESSOURCES	3 560 161 551
01 Frais de personnel	1 246 914 569
02 Missions Sessions Format	1 328 451 848
03 Autres Déplacements	97 640 442
04 Fournitures de Bureau	32 854 423
05 Travaux, Fournitures et Services et extérieurs	227 475 566
06 Frais de P T T	53 659 618
07 Frais Divers de Gestion	114 772 380
08 Frais d'Etude, Recherche, Evaluation	35 520 660
09 Frais de Documentation	29 987 775
10 Frais d'Impression	42 444 938
11 Formation du Personnel	16 938 218
12 Perte/exercices antérieurs	0
13 Activités de l'Association	62 532 556
14 Activités de fundraising	5 265 742
TOTAL DEPENSES FONCT.	3 294 458 734
Résultat avant Amortis. et provisions	265 702 817
Reprise de charges d'exploitation	48 253 886
Amortissements	162 789 019
Provisions pour dépréciation des actifs	23 506 438
Provisions pour risques et charges	52 903 379
Résultat après Amortissements et provisions	74 757 868
Produits hors activités ordinaires	167 225 206
Charges hors activités ordinaires	41 474 137
Résultat hors activités ordinaires	125 751 069
Ecart de conversion	425
RESULTAT DE L'EXERCICE	200 509 362

L'EQUIPE INADES-FORMATION

Inades-Formation Burkina

Président : PARE Jean Célestin
Directrice : Mme Aline ZONGO
Adresse : 01 BP 1022 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 34 28 29/25 34 03 41
inadesformation.burkina@inadesfo.net

Inades-Formation Burundi

Président : M. BASHIRAHISHIZE Egide
Directeur : M. SAHINGUVU Richard
Adresse : BP 2520 Bujumbura
Tel. : (257) 22 22 25 92 / 22 22 65 49-
Fax : (257) 22 22 65 86
inadesformation.burundi@inadesfo.net

Inades-Formation Cameroun

Président : M. NKODO Maurice
Directrice : Mme MBALLA Elisabeth
Adresse : BP 11 Yaoundé
Tél. : (237) 22 21 15 51/22 21 17 48
Fax : (237) 22 21 11 44
inadesformation.cameroun@inadesfo.net

Antenne de Bamenda

Délégué : M. Khan Emmanuel SAMA
Adresse : P.O. Box 252 Bamenda
Tél. : (237) 33 36 11 80
Fax : (237) 33 36 15 17

Antenne de Maroua

Délégué : Abel DAKGNA
Adresse : B.P. 167 Maroua
Tél. : (237) 22 29 13 82
Fax : (237) 22 29 30 24

Inades-Formation Cote d'Ivoire

Président : M. BIATCHON Séraphin
Directrice : Mme KONE Kadidja
Adresse : BP 1085 Cidex I Abidjan
Tél. : (225) 22 50 40 71
Fax : (225) 22 50 40 72
inadesformation.cotedivoire@inadesfo.net

Inades-Formation Kenya

Président : M. KYALO Solomon
Directeur : M. MULI Japhet
Adresse : P.O. Box 1905 90100
Machakos, Kenya
Tél. : (254) 44 21 595
Fax : (254) 44 20 319
inadesformation.kenya@inadesfo.net

Inades-Formation RD Congo

Présidente : Mme MUJITO Sophie
Directeur : M. NTUMBAM. Sylvain
Adresse : BP 5717 Kinshasa
Tél. : (243) 151 64 330 / 998 24 60 79
Fax : (243) 988 01 695
inadesformation.congo@inadesfo.net

Antenne de Kananga

Délégué : M. Martin KAMBA
B.P.70 Luluabourg-Kasaï Occidental
63,Av. de la Corniche
Commune de Kananga

Antenne de Kikwit

Délégué : M. Norbert KINVULA
B.P.254 Kikwit (Bandundu)
35,Av. Lukengo-Kikwit- Plateau

Inades-Formation Rwanda

Président : Mme NYINAWAGAGA
Claudine
Directeur : M. KInnocent KARANGWA
Adresse : P.O. Box 203 Dodoma
Tél. : (255) 26 235 42 30
Fax : (255) 26 235 47 22
inadesformation.tanzanie@inadesfo.net

Inades-Formation Tanzania

Président : M. KIBWANA Oziniel
Directeur : M. KILAVE Edwin
Adresse : P.O. Box 203 Dodoma
Tél. : (255) 26 235 42 30- **Fax :** (255) 26
235 47 22
inadesformation.tanzania@inadesfo.net

Antenne de Mbeya

Délégué : M. Iddi BARUANI

Inades-Formation Tchad

Président : Mme NELOUMN Gaye E.
Directeur : M. Dounia Kagné
Adresse : BP 945 Ndjaména
Tél. : (235) 22 51 70 24
Fax : (235) 22 51 52 70
inadesformation.tchad@inadesfo.net

Antenne de Moundou

Délégué : M. Djiraïbé NOUBADY
B.P.70 Moundou
Tél. : (235) 2 69 14 99
Fax : (237) 2 69 10 71
inades.antenne@intnet.td

Inades-Formation Togo

Président : M. EDOHW. Servais
Directeur : ADESSOU Sena K.
Adresse : BP 12472 Lomé
Tél. : (228) 22 25 92 16
Fax : (228) 22 25 92 17
inadesformation.togo@inadesfo.net

LE SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire général :
M. NGANG F. Francis

**Secrétaire général Adjoint
chargé de l'Administration
& des Finances :**
M. MOUMBAGNA Mama

**Secrétaire général
Adjoint chargé de l'Appui
pédagogique:**
M. BARIDOMO Pascal

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION INTERNATIONAL

Président :
M. MIMPIYA A. Lambert
Secrétaire:
M. EDOH WALLACE Servais
Trésorière:
Mme BERE-LOMPO Célestine

Membres:
Inades-Formation Burkina,
Inades-Formation Burundi,
Inades-Formation Cameroun,
Inades-Formation Côte d'Ivoire,
Inades-Formation Kenya,
Inades-Formation RD Congo,
Inades-Formation Rwanda,
Inades-Formation Tanzania,
Inades-Formation Tchad,
Inades-Formation Togo
M. LOUA Hyacinthe, sj



Secrétariat Général
08 B.P. 8 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
Tel: (225) 22 40 02 16
Fax : (225) 22400230
Email: inadesformation@inadesfo.net
Site web: www.inadesfo.net